

**CIHM  
Microfiche  
Series  
(Monographs)**

**ICMH  
Collection de  
microfiches  
(monographies)**



**Canadian Institute for Historical Microreproductions / Institut canadien de microreproductions historiques**

**© 1994**

Technical and Bibliographic Notes / Notes techniques et bibliographiques

The Institute has attempted to obtain the best original copy available for filming. Features of this copy which may be bibliographically unique, which may alter any of the images in the reproduction, or which may significantly change the usual method of filming, are checked below.

L'Institut a microfilmé le meilleur exemplaire qu'il lui a été possible de se procurer. Les détails de cet exemplaire qui sont peut-être uniques du point de vue bibliographique, qui peuvent modifier une image reproduite, ou qui peuvent exiger une modification dans la méthode normale de filmage sont indiqués ci-dessous.

Coloured covers/  
Couverture de couleur

Covers damaged/  
Couverture endommagée

Covers restored and/or laminated/  
Couverture restaurée et/ou pelliculée

Cover title missing/  
Le titre de couverture manque

Coloured maps/  
Cartes géographiques en couleur

Coloured ink (i.e. other than blue or black)/  
Encre de couleur (i.e. autre que bleue ou noire)

Coloured plates and/or illustrations/  
Planches et/ou illustrations en couleur

Bound with other material/  
Relié avec d'autres documents

Tight binding may cause shadows or distortion along interior margin/  
La reliure serrée peut causer de l'ombre ou de la distorsion le long de la marge intérieure

Blank leaves added during restoration may appear within the text. Whenever possible, these have been omitted from filming/  
Il se peut que certaines pages blanches ajoutées lors d'une restauration apparaissent dans le texte, mais, lorsque cela était possible, ces pages n'ont pas été filmées.

Additional comments: /  
Commentaires supplémentaires:

Coloured pages/  
Pages de couleur

Pages damaged/  
Pages endommagées

Pages restored and/or laminated/  
Pages restaurées et/ou pelliculées

Pages discoloured, stained or foxed/  
Pages décolorées, tachetées ou piquées

Pages detached/  
Pages détachées

Showthrough/  
Transparence

Quality of print varies/  
Qualité inégale de l'impression

Continuous pagination/  
Pagination continue

Includes index(es) /  
Comprend un (des) index

Title on header taken from: /  
Le titre de l'en-tête provient:

Title page of issue /  
Page de titre de la livraison

Caption of issue /  
Titre de départ de la livraison

Masthead /  
Générique (périodiques) de la livraison

This item is filmed at the reduction ratio checked below /  
Ce document est filmé au taux de réduction indiqué ci-dessous.

10X	14X	18X	22X	26X	30X
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
12X	16X	20X	24X	28X	32X

The copy filmed here has been reproduced thanks to the generosity of:

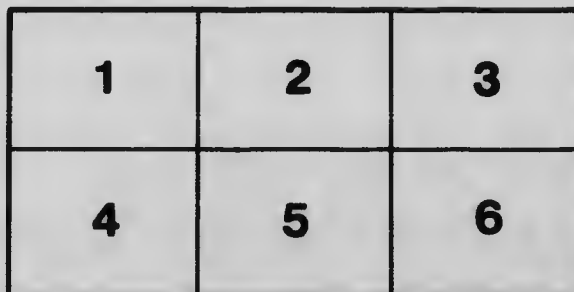
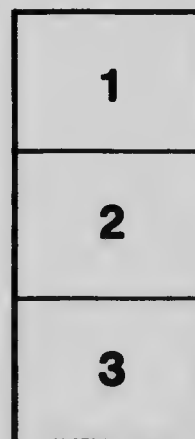
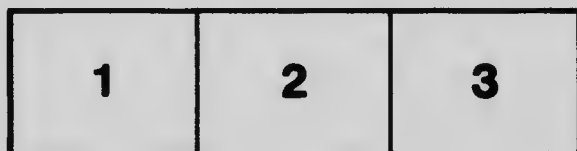
National Library of Canada

The images appearing here are the best quality possible considering the condition and legibility of the original copy and in keeping with the filming contract specifications.

Original copies in printed paper covers are filmed beginning with the front cover and ending on the last page with a printed or illustrated impression, or the back cover when appropriate. All other original copies are filmed beginning on the first page with a printed or illustrated impression, and ending on the last page with a printed or illustrated impression.

The last recorded frame on each microfiche shell contains the symbol  $\rightarrow$  (meaning "CONTINUED"), or the symbol  $\nabla$  (meaning "END"), whichever applies.

Maps, plates, charts, etc., may be filmed at different reduction ratios. Those too large to be entirely included in one exposure are filmed beginning in the upper left hand corner, left to right and top to bottom, as many frames as required. The following diagrams illustrate the method:



L'exemplaire filmé fut reproduit grâce à la générosité de:

Bibliothèque nationale du Canada

Les images suivantes ont été reproduites avec le plus grand soin, compte tenu de la condition et de la netteté de l'exemplaire filmé, et en conformité avec les conditions du contrat de filmage.

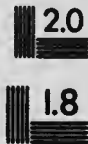
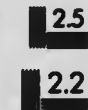
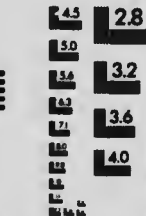
Les exemplaires originaux dont la couverture en papier est imprimée sont filmés en commençant par le premier plat et en terminant soit par la dernière page qui comporte une empreinte d'impression ou d'illustration, soit par la second plat, selon le cas. Tous les autres exemplaires originaux sont filmés en commençant par la première page qui comporte une empreinte d'impression ou d'illustration et en terminant par la dernière page qui comporte une telle empreinte.

Un des symboles suivants apparaîtra sur la dernière image de chaque microfiche, selon le cas: le symbole  $\rightarrow$  signifie "A SUIVRE", le symbole  $\nabla$  signifie "FIN".

Les cartes, planches, tableaux, etc., peuvent être filmés à des taux de réduction différents. Lorsque le document est trop grand pour être reproduit en un seul cliché, il est filmé à partir de l'angle supérieur gauche, de gauche à droite, et de haut en bas, en prenant le nombre d'images nécessaire. Les diagrammes suivants illustrent la méthode.

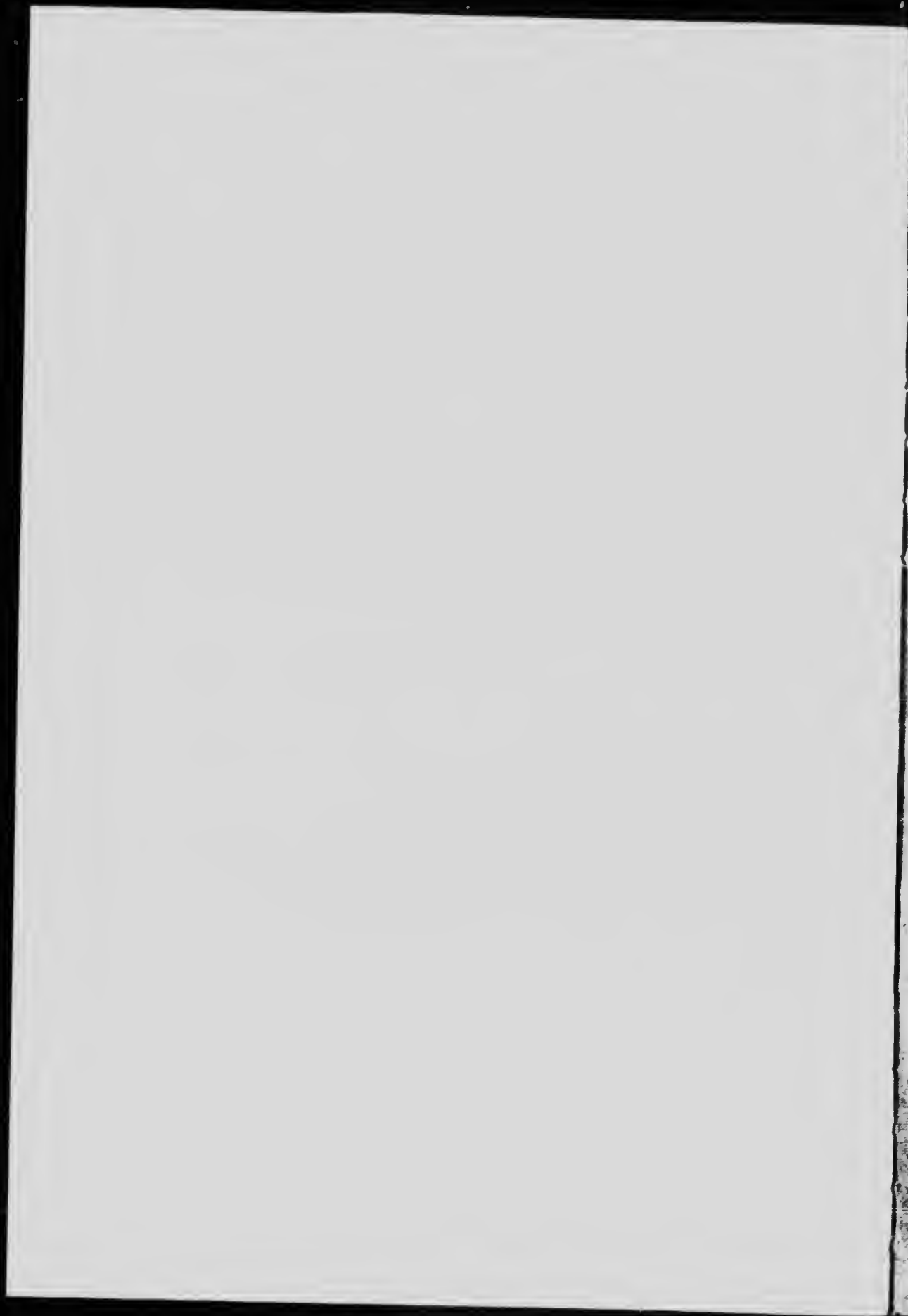
# MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)



**APPLIED IMAGE Inc**

1653 East Main Street  
Rochester, New York 14609 USA  
(716) 482 - 0300 - Phone  
(716) 286 - 5989 - Fax



HENRI BOURASSA.

# LA CONVENTION DOUANIÈRE

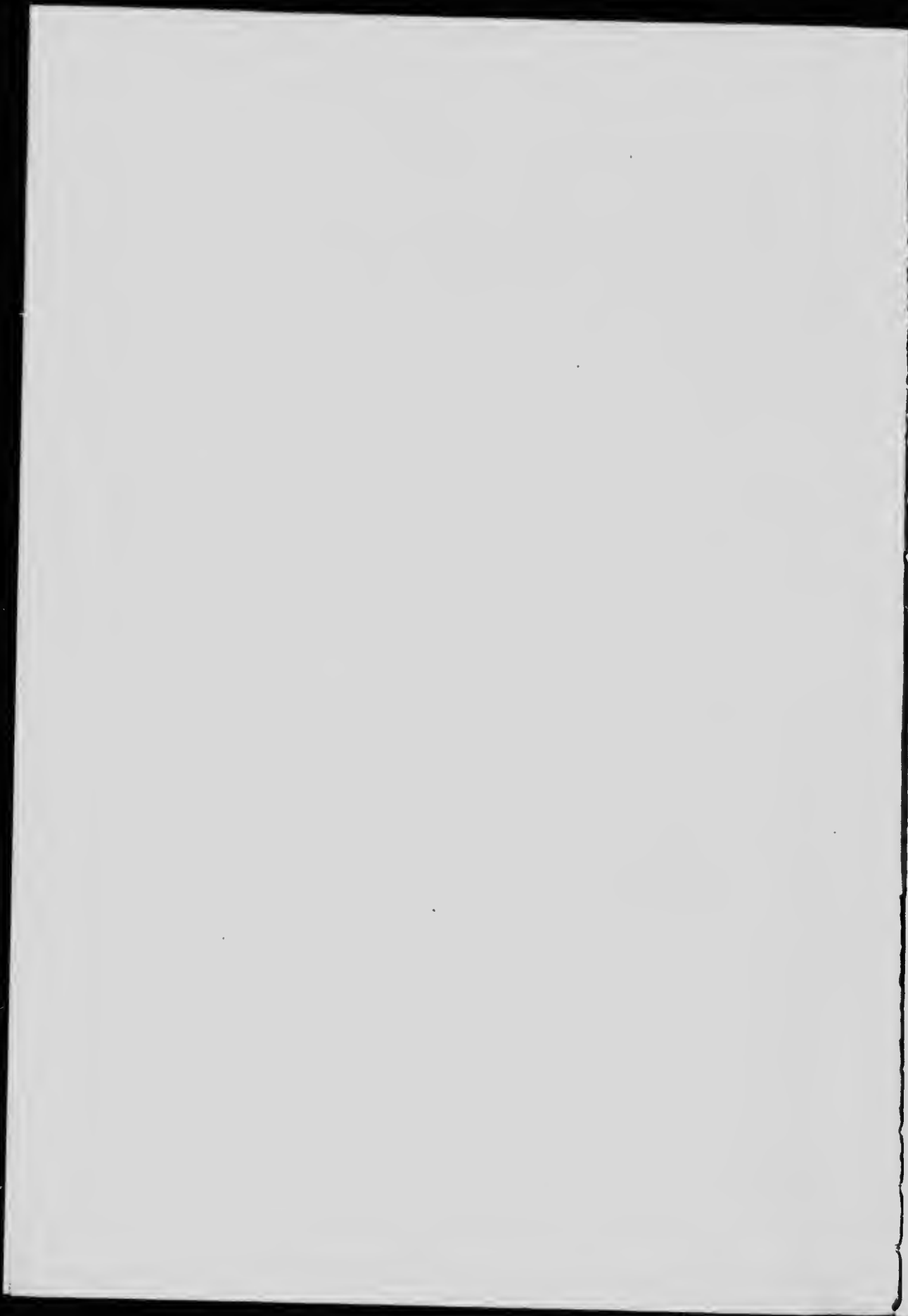
entre le Canada et les États-Unis.

---

SA NATURE,  
SES CONSÉQUENCES.

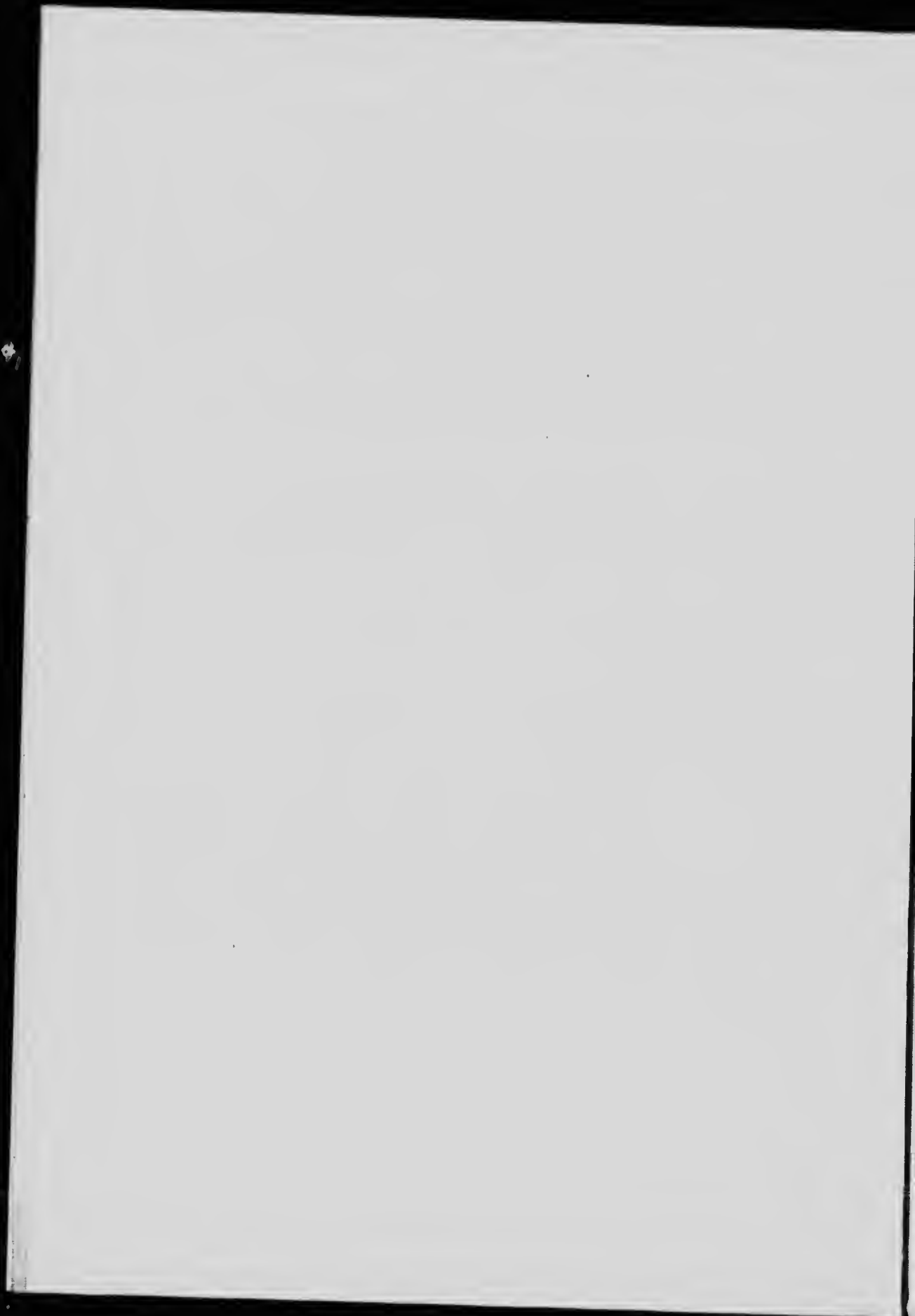
MONTREAL,

Imprimerie du "Devoir".









HENRI BOURASSA.

# LA CONVENTION DOUANIÈRE

entre le Canada et les États-Unis.

---

SA NATURE,  
SES CONSÉQUENCES.

MONTREAL,  
Imprimerie du "Devoir"

HJ6751

B68



HJ 6751

B68

## **AVERTISSEMENT**

---

*Cette brochure n'est que la reproduction de sept articles parus dans le Devoir, du 31 janvier au 7 février, inclusivement.*

*J'en ai retranché quelques phrases de tête et de fin d'article, et aussi quelques silhouettes de ministres. Ces observations restent justes, je crois, et elles devaient être faites, en passant. Mais elles sortent du cadre d'un travail plus compact et plus durable.*

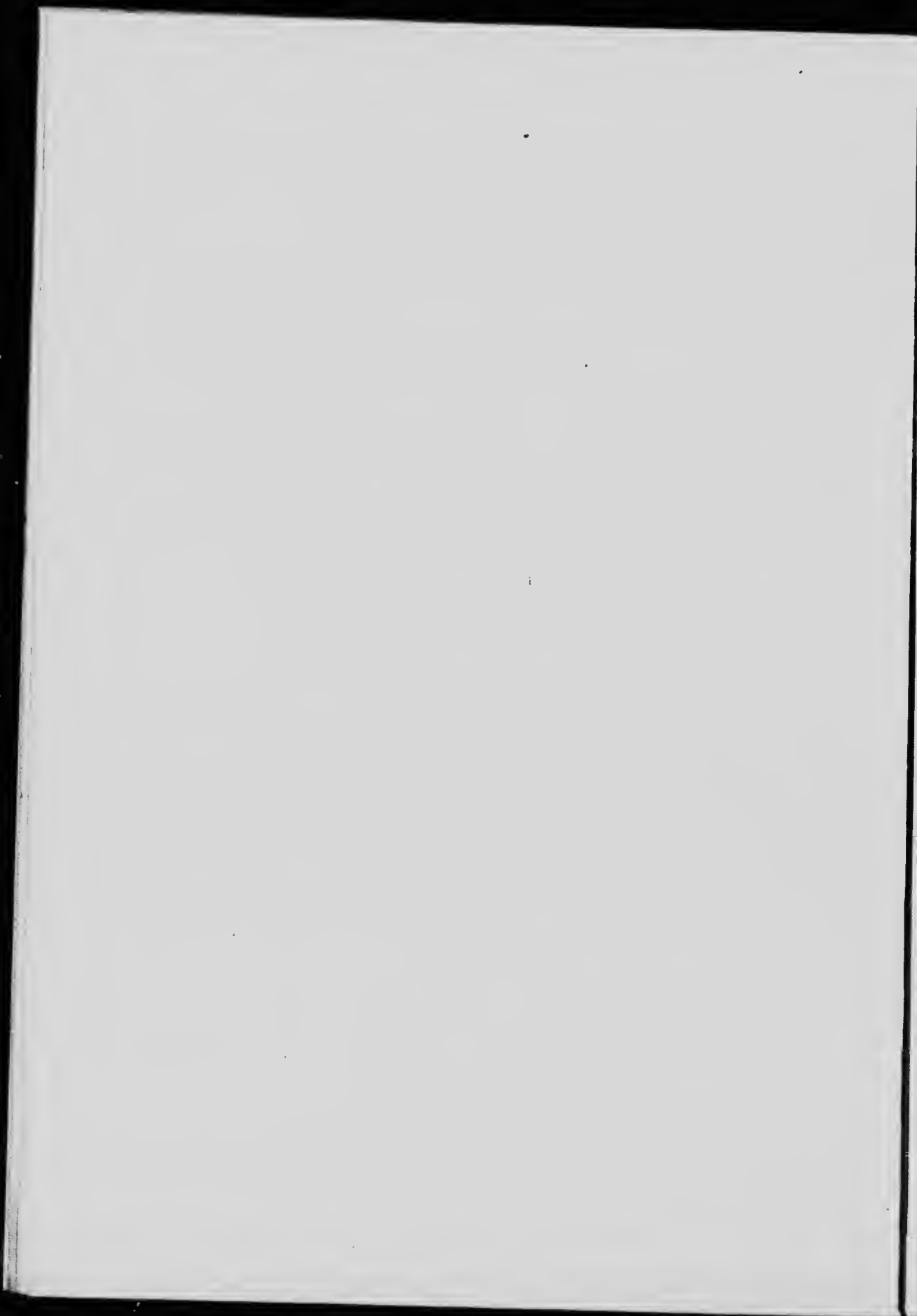
*Quant au reste, je n'y ai rien changé.*

*Le lecteur voudra bien se rappeler qu'il a sous les yeux des articles de journal, dont le premier a paru quatre jours après la publication de la convention; les autres ont suivi de jour en jour, et le dernier a paru avant le débat parlementaire, à Ottawa et à Washington.*

*Cette pensée fera pardonner, je l'espère, de nombreuses négligences de forme et peut-être quelques erreurs de fait ou d'appréciation.*

**HENRI BOURASSA.**

*Montréal, 14 Février, 1911.*



## La Convention Douanière

---

Cette convention constitue l'un des actes politiques les plus graves qui se soient imposés depuis longtemps à l'attention du peuple canadien. Elle mérite une étude approfondie, à cause de l'action bienfaisante ou délétère qu'elle exercera sur la production, le transport et la consommation des produits nombreux qu'elle vise. Mais surtout elle est grosse de conséquences lointaines dont il n'est guère facile de déterminer la nature, la portée et les multiples répercussions dans l'ordre économique et national.

La pensée maîtresse qui devrait inspirer le parlement dans l'étude et la solution de ce grave problème, c'est le souci exclusif des intérêts canadiens.

Dans une question de cette nature, les intérêts généraux et supérieurs du Canada doivent dominer les intérêts particuliers des classes ou des provinces; ils ne doivent pas être livrés à la prépondérance de l'industrie et des transports américains; ils ne doivent pas davantage être subordonnés à une fausse conception de l'unité impériale.

C'est le temps, ou jamais, de dire: LE CANADA AUX CANADIENS! et en le disant, de ne le sacrifier ni aux Américains, ni aux habitants des autres parties de l'Empire.

Telle est la vraie doctrine nationaliste. Telle nous en avons préconisé l'adoption dès longtemps avant la naissance du *Devoir*.

Etudions maintenant dans quelle mesure l'ensemble de la convention se rattache à cette doctrine.



## Effets immédiats de la convention

### Agriculture, horticulture, Industrie laitière

A première vue, on ne saurait, je crois, accuser MM. Fielding et Paterson d'avoir sacrifié l'intérêt général aux exigences régionales ou particulières dans l'abaissement des droits sur les importations agricoles.

Il serait peut-être plus juste de rechercher s'ils n'ont pas erré quelque peu en sens contraire. Le premier ministre de la Colombie, M. McBride, a signalé le danger qui, selon lui, menace la culture fruitière. Dans le discours sage et habile qu'il a prononcé au banquet du *Devoir*, M. Monk a plaidé la cause, si intéressante, des maraîchers. L'éminent député de Jacques-Cartier redoute aussi, sous le régime du libre-échange, une exportation plus intense de la crème aux Etats-Unis et, par conséquent, un ralentissement dans la fabrication du beurre et du fromage au Canada. Si mes renseignements sont exacts, cette crainte ne serait pas absolument justifiable. Ce serait précisément la différence notable entre les droits américains qui frappent la crème et les produits de l'industrie laitière qui aurait créé ce mouvement d'exportation de la crème canadienne. L'abolition de tout droit rétablirait, en faveur du producteur, du fabricant et de l'exportateur des produits laitiers canadiens tout l'avantage de l'économie de la main-d'œuvre et des frais de transport et de manutention, lesquels diminuent dans la proportion où le produit est exporté dans son état le plus complet de fabrication—soit, dans l'espèce, en beurre, en fromage ou en lait concentré.

Quoi qu'il en soit, ce sont là des questions de détail. Le débat parlementaire les élucidera; et il sera assurément permis aux hommes de bonne volonté de différer sur plusieurs de ces points, même s'ils tentent d'accord sur les aspects généraux de la mesure.

Mais ce qui reste acquis, je crois, c'est que la convention comporte une très ample mesure de réciprocité dont l'opération d'ensemble ne peut qu'activer la production agricole et par conséquent favoriser la grande majorité du peuple canadien.

Et cet avantage ne me paraît pas acquis aux dépens des industries canadiennes.

#### **Manufactures ; instruments aratoires**

L'une des causes qui avaient rendu de plus en plus impopulaire, pour ne pas dire odieux, tout projet de réciprocité entre les deux pays, c'est qu'on était généralement convaincu, au Canada, que les Américains ne consentiraient jamais au libre-échange des produits agricoles et du poisson sans obtenir, en compensation, une réduction notable des droits dont le Canada frappe leurs produits industriels.

Un examen, même rapide, de la convention me semble détruire tout motif de crainte à cet égard.

On serait plutôt tenté de trouver que le gouvernement canadien n'a pas assez cédé, au moins sur un point : celui des droits d'importation sur les machines et les instruments aratoires.

La fabrication des machines aratoires est pratiquement contrôlée par une seule maison,---Massey-Harris.--qui constitue un trust aussi puissant que n'importe quelle firme américaine. Cette puissante compagnie fait une concurrence victorieuse aux fabriques américaines sur tous les marchés du monde. Il est donc à présumer qu'elle eût résisté à la même concurrence sur son propre marché.

Pourquoi le gouvernement s'est-il borné à réduire de 17½ p.c. à 15 p.c. le droit d'importation sur les plus importants de ces articles? Pourquoi a-t-on repoussé sur ce point la demande pressante des agriculteurs de toutes les provinces? Pourquoi M. Fielding a-t-il refusé d'obéir à son propre sentiment, ainsi qu'il le déclarait, le 26 janvier?

Serait-ce parce que l'un des principaux actionnaires de la Cie Massey-Harris, est l'honorable M. Jones, sénateur, ami de coeur de sir Wilfrid Laurier, et, dit-on, l'un des généreux souscripteurs aux fonds électoraux et aux oeuvres de bienfaisance du parti ministériel?

Nous espérons que le gouvernement tiendra à effacer cette apparence de favoritisme et qu'il s'efforcera de faire modifier la convention en offrant au gouvernement américain une réduction notable des droits sur les principaux instruments agricoles, en échange, par exemple, du maintien des droits sur les produits maraîchers.

### Bois de sciage, pulpe, papier

Le libre-échange des bois de sciage va donner une impulsion considérable à cette industrie. Il appartiendra aux gouvernements provinciaux d'utiliser ce mouvement pour le bénéfice du capital et du travail canadiens et de le faire contribuer à la colonisation du sol, tout en assurant la conservation des forêts et leur exploitation méthodique.

Pour l'Ontario, c'est à peu près fait. Espérons que M. Gouin et ses collègues vont ouvrir les yeux et se décider enfin à adopter le régime de la séparation réelle et efficace du domaine forestier et des régions colonisables. Ils devraient s'y résoudre d'autant plus volontiers que, grâce à l'attitude récente de la Commission de conservation et aux vœux de la convention forestière, ils pourraient opérer cette réforme sans l'emprunter directement au programme nationaliste.

Sur la question de la pulpe et du papier, je suis entièrement d'accord avec le député de Jacques-Cartier. Je crois que nos gouvernants devraient encourager par tous les moyens possibles la fabrication du papier au Canada. Cette industrie est destinée à devenir l'une des plus importantes et des plus rémunératrices de notre pays. Nous avons, dans les provinces du Nouveau-Brunswick, de Québec et d'Ontario des avantages exceptionnels : matière première, force hydraulique et main-d'œuvre d'une incontestable supériorité.

Mais je me demande si—comme pour l'industrie laitière—la suppression de tout droit sur le papier ne rendrait pas aux lois économiques naturelles toute leur puissance d'action, et n'entraînerait pas le fabricant américain à venir installer ses usines au Canada afin de manipuler, sur les lieux, la matière première jusqu'à son état de complet achèvement—le papier—et d'épargner ainsi les frais inutiles de transport, qui, dans le cas du bois et même de la pulpe fraîchement pressée, sont énormes ?

C'est encore un point que la discussion élucidera, espérons-le.

En tout cas, il n'est que juste de faire observer qu'en vertu de la convention, il ne semble pas que la situation soit modifiée et le libre-échange de la pulpe et du papier décrété tant que le gouvernement d'Ontario et celui de Québec maintiendront leurs règlements actuels.

Une dépêche envoyée de Washington au *Star*, le 27 janvier, annonçait que les adversaires américains de la convention ont commencé à prélever des fonds considérables afin d'obtenir des premiers ministres provinciaux le rappel de ces règlements. Du reste, voici le texte de cette dépêche :

" A large fund is now being raised to lobby at Quebec and Toronto to induce Sir Lomer Gouin and Sir James Whitney to remove the restrictions on pulp, and then the Canadian forests are ours, say the publishers".

Un procédé de ce genre va sans doute suffire à empêcher toute action sur ce point. De fait, M. Cochrane, ministre des forêts, à Toronto, semble avoir fermé la porte du côté d'Ontario en déclarant immédiatement qu'il ne ferait subir aucune modification aux lois de sa province.

MM. Gouin et Allard n'ont encore rien dit, que je sache ; mais je suis convaincu qu'ils n'en seront pas moins fermes à mettre leur honneur à l'abri des lourds soupçons qui pèseraient inévitablement sur eux au cas où, à la suite de tentatives aussi audacieuses, ils rappelaient les restrictions qu'ils ont imposées l'an dernier à l'exportation du bois destiné à la fabrication du papier.

#### Ouest et Est

Quelques-uns des adversaires de la convention ont exprimé dans les journaux cette pensée : on sacrifie les intérêts des provinces de l'Est aux exigences de l'Ouest. Il y aurait peut-être lieu, sur ce point, de rappeler le dédain avec lequel presque tous les hommes de poids ont accueilli les avertissements que MM. Monk, Lavergne, quelques rares autres et moi-même leur donnions, il y a quelques années, alors que nous combattons le peuplement à outrance, par des éléments étrangers, des grandes plaines du plateau central. Je n'y insiste pas aujourd'hui.

Maintenant que le mal est fait, il faut en envisager les conséquences avec une clairvoyante sérénité. Ce n'est pas en ameutant les vieilles provinces contre cette force nouvelle et grandissante, qu'on atténuera le danger. C'est au contraire en faisant aux populations des nouvelles provinces des concessions raisonnables, compensées par des avantages suffisants offerts à toutes les autres provinces, qu'on arrivera, s'il est possible, à créer un sentiment national commun à toutes les régions du Canada.

Et c'est ainsi que par une singulière ironie des choses, qui du reste devait logiquement se produire, il appartient aujourd'hui à ceux que l'on a si souvent qualifié de "*provincialistes étroits*" de prêcher l'évangile de la concorde nationale à ceux qui cachaient leur égoïsme et leur cupidité derrière les attestations bruyantes d'un patriotisme "*largement canadien et impérialiste.*"

• • •

Je résume la première partie de cette étude :

Dans l'ensemble, si l'on ne considère que le mérite intrinsèque de la convention, elle paraît suffisamment avantageuse, dans l'intérêt général du Canada, pour mériter l'attention favorable du parlement et de la presse indépendante.

Elle semble offrir des avantages marqués à l'industrie agricole de toutes les provinces sans menacer nos industries.

Une preuve assez forte à l'appui de cette double présomption, c'est qu'aux Etats-Unis, l'opposition au traité se manifeste principalement chez les agriculteurs—ce qui laisse présumer qu'elle profitera aux nôtres—et qu'ici, très peu de manufacturiers semblent s'en inquiéter.

Les objections les plus sérieuses se portent sur les conséquences ultimes de la convention : la prépondérance américaine et le sacrifice des intérêts impériaux.

C'est donc sur ces deux points qu'il importe de diriger le *search light*.

## II

### La domination américaine

La convention Taft-Fielding asservit-elle les intérêts canadiens à l'industrie et au commerce américain? Met-elle en danger l'unité et l'indépendance économique du Canada? Prépare-t-elle les voies à l'union politique des deux pays?

Les adversaires systématiques de la convention prétendent que toute mesure de réciprocité entre le Canada et les Etats-Unis offre ces dangers.

Cette proposition absolue ne s'appuie sur aucune des données de la science économique. Elle est formellement contredite par notre histoire.

#### Le traité de 1854

Le traité de 1854 a duré douze ans.

Ces années fécondes guérirent les blessures du soulèvement de 1837, elles affermirent les bases et le fonctionnement du gouvernement responsable, elles effacèrent les derniers vestiges de la domination des proconsuls anglais de la vieille école impérialiste.

C'est durant cette période de paix et de prospérité que les diverses colonies de l'Amérique anglaise jetèrent les bases du pacte fédéral et de la nationalité canadienne.

Ces résultats furent d'autant plus remarquables que peu d'années auparavant il s'était manifesté, dans les deux Canadas, un mouvement favorable à l'annexion aux Etats-Unis. Ce mouvement avait pour chefs les ancêtres des impérialistes d'aujourd'hui, les partisans de l'union commerciale de l'Empire, furieux de la suppression récente des droits dont l'Angleterre frappait auparavant les blés étrangers au profit du blé anglais et colonial.

Le traité de 1854 étouffa ces tendances séditionnelles. Et l'on peut dire véritablement qu'en concluant cette convention, lord Elgin consolida l'autonomie canadienne et l'union impériale, comme il avait raffermi la fidélité des Canadiens-français et des "rebelle" du Haut Canada en rompant définitivement avec les traditions de ses prédécesseurs dans l'exercice du pouvoir personnel.

Le gouvernement américain mit fin au traité en 1866.

Le Canada souffrit beaucoup de cette interruption d'un régime qui l'avait fait prospère. Mais les inconvénients qui en résultèrent ne furent pas sans compensation, puisqu'ils forcèrent les Canadiens à faire surgir de nouvelles industries et à rechercher des méthodes de culture plus variées. Toutefois, ainsi que le ministre des finances l'a établi sans conteste, dans le discours très habile et fort intéressant qu'il

a prononcé en présentant le projet de convention, tous nos gouvernants, tous nos partis politiques ont été constamment favorables à une mesure plus ou moins étendue de réciprocité entre les deux pays.

Ils n'ont différé que sur le moyen de l'obtenir et sur le degré de liberté qu'elle doit offrir aux échanges commerciaux.

#### Sir John Macdonald et la réciprocité

Non seulement cette pensée a-t-elle dominé le parti conservateur, autant que le parti libéral, avant l'établissement du régime protectionniste de 1879; mais les pères de ce régime—Macdonald, Tilley, Tupper, Langevin—l'ont présenté au peuple canadien comme le moyen le plus propre à faire revivre la réciprocité abolie par les États-Unis en 1866.

Dans le tarif même de 1879, sir John Macdonald fit inscrire en toutes lettres une offre permanente de réciprocité couvrant à peu près le même terrain que la convention actuelle: produits de la terre, des forêts et des pêcheries.

Et dans son dernier appel au peuple du Canada, en 1891, le grand homme d'État sollicita un nouveau mandat l'autorisant à traiter avec les États-Unis.

M. Monk avait donc parfaitement raison de dire, dès le début de son magistral discours de samedi: "Ne l'oublions pas, sir John Macdonald a toujours cherché à établir des relations plus faciles avec nos voisins, et son travail a préparé les voies aux gouvernants d'aujourd'hui."

Sur ce point comme sur plusieurs autres, M. Monk, et même M. Laurier et ses collègues, restent plus fidèles à la tradition du parti conservateur que M. Borden. En cette occurrence, comme en maintes occasions déjà, le leader de l'opposition tient à dégager sa personnalité et à prouver que s'il a recueilli, à dix ans de distance, la succession officielle de Macdonald, il a pris soin de ne pas s'embarrasser de ses principes, de ses traditions et de son génie politique.

Pour condamner, en principe, tout traité de réciprocité, il faut donc commencer par décréter et persuader aux véritables conserva-

teurs, et au peuple canadien en général, que sir John Macdonald n'était ni conservateur ni protectionniste, qu'il était l'ennemi de l'Empire et de la Confédération canadienne.

La tâche est lourde, même pour M. Borden aidé de sir Hugh Graham et des jeunes Tarte.

### Le nationalisme économique

Nous n'avons, nous,—je m'en félicite—ni l'avantage ni l'inconvénient d'être liés à une tradition de parti. Nous avons envisagé dès le début cette question de la réciprocité, et celle plus générale du libre-échange et de la protection, au seul point de vue des intérêts généraux du Canada.

Nous croyons à la nécessité d'un tarif protecteur assez élevé pour stimuler les industries canadiennes—et principalement celles qui peuvent en même temps valoriser l'emploi des matières premières indigènes. Nous croyons même qu'il vaut mieux dépasser un peu la mesure de protection que de livrer nos industries et notre marché de consommation au monopole des trusts américains—dût-il en résulter d'abord un abaissement temporaire des prix—car une fois la concurrence de la production canadienne supprimée, les producteurs américains prendraient une ample revanche et feraient rembourser avec usure, par le consommateur canadien, les sacrifices qu'ils auraient faits à l'origine dans le seul but de se rendre maîtres de tous les marchés de l'Amérique du Nord.

D'autre part, nous ne croyons pas qu'on doive pousser cette mesure de protection jusqu'à point de répandre au Canada le même mal qui ronge le peuple américain—c'est-à-dire de faire naître et d'engraisser, sous prétexte de patriotisme, aux dépens de la masse des consommateurs, des trusts canadiens aussi dévorants que leurs prototypes yankees. Car alors, suivant l'énergique expression populaire: "*mordu d'un chien, mordu d'une chienne,*" la plaie n'est pas moins enisante.

De plus, nous n'ignorons pas les éléments essentiels de notre situation économique. La majorité de la population canadienne est rurale. Le Canada est avant tout un pays de productions naturelles—



culture, forêts, mines, pêcheries, et industries dérivantes—et quel que soit l'éclat des manifestations et des banquets de l'Association des Manufacturiers, nous ne pouvons nous résoudre à croire qu'ils sont tout le Canada et que "les autres" ne comptent pas.

Les huit millions de producteurs et de consommateurs canadiens sont échelonnés le long d'une frontière conventionnelle qui les sépare de cent millions d'êtres humains ayant, dans une large mesure, un tempérament, des habitudes et des besoins identiques aux leurs. Il est impossible et déraisonnable qu'on puisse empêcher ces deux peuples de faire entre eux les échanges locaux que leur situation exige et le commerce d'ensemble qui résulte de ce besoin.

En résumé, une mesure, à la fois large et prudente, de réciprocité entre le Canada et les Etats-Unis est naturelle; elle est conforme aux traditions politiques et aux besoins économiques du Canada. *Contenue dans de justes bornes*, elle offre de grands avantages à notre agriculture et à toutes les industries dérivant de l'exploitation des richesses naturelles sans menacer notre indépendance économique, notre autonomie et notre attachement à l'Empire.

### III

#### Dangers à éviter

L'objection générale étant écartée, il s'en présente quelques-unes, d'un ordre particulier, dont on ne saurait méconnaître l'importance.

Les conditions particulières que j'ai décrites sommairement et qui rendent un régime de réciprocité désirable et même nécessaire, offrent aussi des dangers réels auxquels les hommes d'Etat doivent parer.

Les deux principales sources de péril, M. Monk les a clairement indiquées dans son discours de samedi, où il a semé, en si peu de mots, les germes de tant de pensées.

C'est d'abord l'asservissement de notre vie économique à la prépondérance américaine; et cet asservissement peut résulter de deux causes différentes: l'extinction des industries canadiennes par la con-

currency écrasante des trusts américains; et l'accaparement de nos richesses naturelles par le capital américain, au profit des fabrications américaines.

Toujours sous réserve des lumières nouvelles qui pourront surgir de la discussion parlementaire et de l'étude des détails de la convention, je crois avoir établi qu'à première vue, le nouveau tarif nous préserve de la double cause de ce premier danger.

Le deuxième, résultant de l'accroissement du commerce entre le Canada et les États-Unis, c'est la diminution des échanges entre l'ouest et l'est du Canada, puis, comme conséquence première, l'alimentation des voies de transports américaines au détriment des voies canadiennes, et enfin l'affaiblissement graduel des relations, déjà si difficiles, entre les deux vastes régions que sépare le bassin des grands lacs.

#### Les chemins de fer américains

"J. J. Hill va s'emparer du commerce de l'ouest et ruiner nos voies de transport," s'écrie-t-on, avec quelque exagération sans doute, mais avec une grosse part de vérité.

Mais ce qu'on oublie, c'est que l'origine du mal remonte bien au-delà de la convention douanière.

La cause première, c'est l'imprévoyance incroyable avec laquelle on a laissé les chemins de fer américains percer la frontière sur tous les points, opérer leur raccordement avec les voies canadiennes et se préparer savamment à exercer sans entraves leur fonction de pompes à suction sur les parties les plus riches du territoire canadien.

Je ne prétends pas qu'on doive empêcher toute opération de ce genre; ce serait absurde—aussi absurde que l'idée d'interdire toute relation commerciale entre les deux pays. Mais le parlement et le ministère auraient dû surveiller ce travail d'absorption, sauvegarder par tous les moyens possibles l'indépendance des voies canadiennes et régler le trafic de ces voies internationales. Et le parlement pouvait y parvenir en exerçant son autorité sur une foule de points: la capitalisation des compagnies, la définition de leurs pouvoirs, la localisation des voies, l'établissement des terminus, la préparation des tarifs, etc., etc.

Vers 1902, si j'ai bonne mémoire, j'ai signalé ce péril à l'attention de la Chambre. Je présentai même une motion à ce sujet. L'un des chefs du parti conservateur, M. Haggart, ancien ministre des chemins de fer, tendit une main secourable au ministère. M. Fielding la saisit. Et sous leurs houlettes conjointes, les deux troupes s'unirent avec un accord touchant pour écarter dédaigneusement ma proposition, au nom du vieux principe anglais et libéral du *laisser-faire*.

Je pourrais même retracer parmi les ardents patriotes que je rencontre parfois sur mon chemin quelques silhouettes qui se confondent dans mon souvenir—tant elles voisinaient dans les couloirs du parlement—avec celles des *promoteurs* des entreprises de J. J. Hill. Il y en a encore à Ottawa, des deux côtés du fauteuil présidentiel.

Maintenant que le parlement canadien a multiplié les voies de communication entre les deux pays, qu'il a même subventionné plusieurs de ces pompes à succion, sans se réserver les moyens de les empêcher de fonctionner au détriment des intérêts canadiens, on fera difficilement croire aux habitants de l'ouest que ces chemins de fer n'ont été bâtis que pour l'amusement des Mormons, des Doukobors et des Galiciens. Ils croient naïvement que le parlement a fait ou laissé construire ces voies de communication afin de leur permettre d'écouler plus facilement leurs produits sur le marché que ces intermédiaires mettent à leur portée; et ils exigent, avec une énergie croissante, qu'on leur donne le moyen d'en bénéficier.

#### **Le canal de la Baie Georgienne**

Il reste peut-être un moyen de réparer le mal.

Les prophètes de l'impérialisme voient la fin du monde dans toute mesure de réciprocité; ils prédisent la conquête du Canada par J. J. Hill, son annexion aux Etats-Unis et la rupture de l'Empire. C'est le moment de leur rappeler la sage prévoyance de M. Monk, lorsqu'il suggérait d'employer à la construction rapide du canal de la Baie Georgienne les millions que nous destinons aux *Niobés* et aux *Rainbows* présents et futurs.

Ils constateront avant peu que le patriotisme "étroit" du député de Jacques-Cartier et celui des nationalistes étaient plus clairvoyants et plus efficaces que le leur, plus sincères et plus constants que celui des néo-impérialistes, genre Laurier.

"Mais, répliquera-t-on, à quoi bon construire le canal de la Baie Georgienne si tout notre blé prend le chemin des Etats-Unis, si le commerce ne va plus de l'ouest à l'est, mais du nord au sud?"

Voilà une question qui mérite examen.

#### Commerce interprovincial

Lorsqu'on parle de commerce de l'ouest à l'est, ou réciproquement, il faut distinguer entre le commerce intérieur et le commerce étranger.

Le premier consiste principalement dans l'échange des produits industriels de l'Est et des produits naturels de l'Ouest.

La convention n'affectera ce commerce, et par conséquent, les voies de transport du Canada, que dans la mesure où elle permet à des produits américains de déplacer, sur certains marchés locaux du Canada, les produits similaires d'autres régions canadiennes. Les cas signalés par M. Monk, par M. McBride, par les producteurs de fruits d'Ontario, entrent dans cette catégorie et méritent l'attention du parlement.

Mais il semble jusqu'ici qu'en somme peu de produits, naturels ou industriels, soient ainsi affectés par la convention.

Du reste, ce commerce, avec l'avantage qui en résulte pour les transports canadiens, est nécessairement limité à la puissance de consommation du peuple canadien; il ne couvre qu'une faible proportion de la production industrielle de l'Est et une proportion infime des produits agricoles de l'Ouest. (1)

Ce commerce grandira avec la population et la richesse du pays. Il appartiendra au parlement guidé par l'opinion publique, de veiller à ce que le tarif douanier permette aux producteurs canadiens et aux voies nationales de transport de retirer tout l'avantage possible de

---

(1) Il y a peut-être ici quelque exagération. Néanmoins, la conclusion subsiste.

cette croissance, et n'abandonne jamais au commerce étranger—pas plus aux Américains qu'aux Anglais—les bénéfices de ce développement.

#### Commerce étranger ; transit ; navigation

Mais, pour l'instant, le principal coefficient du problème des transports, c'est le commerce d'exportation.

Déjà le privilège du transit (*bonding privilege*) ouvre les frontières américaines et apporte sans entrave aux transports américains tous les produits canadiens exportés directement en Europe ou expédiés d'un point à un autre du territoire canadien. Dans les mêmes conditions, nos frontières sont ouvertes et nos voies accessibles aux marchandises américaines.

Voilà ce que semblent oublier la plupart de ceux qui combattent, de bonne foi, la convention actuelle et tout projet de réciprocité.

Je ne présume pas que personne, pas même M. Borden, suggère de supprimer la liberté du commerce en transit. Cette suppression frapperait les voies de transport canadiennes—le C. P. R. et surtout le Grand-Tronc—beaucoup plus lourdement que le Canadian Northern et le réseau de J. J. Hill.

Même aux époques où les relations commerciales étaient le plus tendues entre les deux pays, aucun gouvernement n'a osé, d'un côté ou de l'autre, recourir à cette mesure extrême de représailles.

Ce fait capital écarte de la discussion, comme, en fait, il soustrait à l'opération du nouveau et de l'ancien tarif, non seulement le blé exporté en transit, mais la quantité énorme de produits de toute nature—naturels ou fabriqués, américains et canadiens—qui franchissent continuellement la frontière, pour le compte et le bénéfice des producteurs, des commerçants et des *transporteurs* des deux pays.

A ce fait s'en ajoute un autre, qui fortifie les arguments de M. Monk en faveur de la canalisation de l'Ottawa supérieur au point qu'il affaiblit la thèse des adversaires systématiques de la réciprocité.

La plus forte quantité de blé canadien vendu en Angleterre s'expédie par les grands lacs et le Saint-Laurent. Jusqu'ici nos propres chemins de fer n'ont pu faire, pour ce trafic, une concurrence sérieuse à la navigation. Et c'est l'un des arguments les plus formidables que M. Blair et, à sa suite, l'opposition conservatrice ont opposés à la construction du Transcontinental-Est. Cette concurrence, croit-on que les chemins de fer de J. J. Hill peuvent la faire plus efficacement que le C. P. R. ?

Je ne parle pas du trafic américain par les grands lacs et le canal Erié. Cette navigation est déjà libre.

J'écrivais hier, après beaucoup d'autres, que la rupture du traité de 1854 avait stimulé au Canada l'énergie productive et la recherche de nouvelles méthodes de culture. Si la convention de 1911 nous décidait à ouvrir les yeux sur la supériorité de nos voies naturelles de transport et à les mettre en pleine valeur, par cela même elle serait bienfaisante.

• • •

Sur cette question du transport du blé, des autres céréales et des farines, on a formulé une autre crainte. On a représenté que les minoteries américaines en retireraient un énorme bénéfice à notre détriment et que dorénavant, les Américains feraient, à notre place, le commerce étranger des farines provenant des céréales du Canada. La réponse à cette objection a été donnée, dès le 27 janvier, dans les colonnes du *Star*, par M. Thompson, directeur de la Compagnie O'Gilvie — la plus puissante minoterie canadienne, et l'une des plus importantes du monde. M. Thompson déclare que la convention ne change rien à la situation actuelle; attendu que cette opération peut se pratiquer aujourd'hui, sous le régime des ristournes d'impôts, qui équivalent, en somme, au privilège du transit.

C'est encore un point important que nos législateurs devront mettre au clair.

### Nos ministres ont-ils fait tout leur devoir

La convention actuelle est-elle la plus avantageuse que le Canada pouvait obtenir ?

Voilà un aspect de la question que le parlement doit élucider avant de ratifier l'arrangement.

L'opinion publique évolue, aux Etats-Unis, sur ces questions de protection et de réciprocité. Le mouvement en faveur d'un abaissement général du tarif s'accroît. L'avantage de relations plus faciles avec le Canada grandit aux yeux du peuple américain. Cette double tendance s'est manifestée avec une force extraordinaire dans les dernières élections législatives.

N'eût-il pas été plus sage de laisser la réaction atteindre son point culminant, à l'élection présidentielle et sénatoriale de 1912, et de négocier avec un président, un sénat et une chambre des représentants également favorables à la réduction du tarif et à la réciprocité ?

M. Taft ne s'est-il pas empressé de bâcler la convention avant qu'un pouvoir exécutif et un congrès plus dégagés des influences protectionnistes n'offrissent au Canada des conditions plus avantageuses ?

Voilà autant de questions très plausibles que M. Monk a suggérées, dans son discours au banquet du *Devoir*. Et nos ministres devraient être forcés d'y répondre avant d'obtenir l'assentiment du parlement et du peuple au marché qu'ils ont conclu.

#### M. Laurier est sujet à caution

M. Laurier et ses collègues ne doivent pas s'étonner si des doutes sérieux s'élèvent dans les esprits honnêtes et indépendants sur la fermeté de leur patriotisme. En dépit des fières déclarations :—*“Nous n'irons plus à Washington!”*—en dépit de toutes les abjurations sur l'autel de l'impérialisme ; en dépit même des *Rainbows* et des *Niobés*, le ministère actuel ne mérite pas plus la confiance des impérialistes que celle des nationalistes.

Le passé du premier ministre, celui de plusieurs de ses collègues, la variété et surtout les variations de leurs doctrines économiques et



nationales, l'absence ou le reniement de tout principe—voilà autant de traits caractéristiques qui ont pu valoir à ces messieurs quelques succès, mais qui, aux heures de crise, n'engendrent ni le dévouement ni la confiance.

Dans quel esprit le ministère actuel a-t-il conduit les négociations avec le président des Etats-Unis? avec quelle mentalité surveillera-t-il le fonctionnement du régime de réciprocité qu'il veut établir?

#### Intrigues annexionnistes

En rappelant les multiples efforts des divers gouvernements, libéraux ou conservateurs, pour faire revivre, après 1866, le régime de la réciprocité, le ministre des finances a passé sous silence—et pour cause—la fameuse campagne libérale en faveur de l'union commerciale et de la réciprocité illimitée. Cette entreprise néfaste et dangereuse dura de 1887 à 1891. Elle entraîna la retraite de M. Blake, qui y voyait, avec raison, un acheminement détourné vers l'annexion. Le grand juriconsulte ne répugnait pas à l'annexion; mais il trouvait déloyal et lâche d'y conduire le peuple canadien en lui dérobant le but final. M. Laurier, moins scrupuleux sur les exigences de la tactique électorale, accepta sa succession et dirigea la campagne réciprociste, avec la même absence de conviction et la même éloquence qu'il a mises au service de toutes les doctrines qu'il a servies et desservies tour-à-tour.

La défaite de 1891 et, surtout, la publication de la lettre fameuse de M. Blake expliquant les motifs de sa retraite définitive, mirent fin à la propagande publique en faveur de l'union commerciale. Mais elles n'empêchèrent pas les conférences secrètes de 1893, pudiquement *ignorées* de M. Laurier, et ménagées par Erastus Wiman entre MM. Tarte et Mercier, d'une part, et MM. Carnegie, Morton, Depew et autres Américains. J'ai raconté ailleurs comment Goldwin Smith, annexionniste reconnu, qui, comme Edward Blake, manquait de "sens pratique," fit échouer le complot en repoussant les trente deniers de Judas.

En vérité, ce serait pur jeu de hasard que de vouloir juger de la nouvelle convention ou augurer de l'avenir d'après le passé ou les principes des hommes qui l'ont conclue.



On doit envisager la situation actuelle, telle qu'elle se présente, et, tout en faisant la part des éventualités, ne pas trop sortir du domaine des faits acquis.

Si cet arrangement est, à tout prendre, suffisamment avantageux aux deux pays—et cette double condition est essentielle au succès de toute entente de cette nature—et s'il n'y a pas lieu d'espérer des conditions plus favorables, en 1913; alors, me semble-t-il—et je me place en ce moment au seul point de vue des relations entre le Canada et les Etats-Unis,—le parlement canadien devrait ratifier la convention.

S'il est à présumer, au contraire, que le prochain congrès américain acceptera des conditions plus avantageuses, rien n'empêche le parlement canadien de modifier les termes de la convention, de les inscrire dans nos statuts et de les y laisser, comme l'expression précise des conditions auxquelles le Canada est prêt à ouvrir ses portes au commerce américain. C'est ainsi que le gouvernement conservateur avait procédé en 1879.

Il ne faut pas oublier que cette entente n'est pas un traité. Quels que soient les engagements secrets que nos ministres aient pu prendre à Albany ou à Washington—et M. Fielding est resté obscur sur ce point—le Canada n'est lié ni aux termes ni à la durée de la convention projetée. C'est une simple manipulation du tarif canadien, que le parlement canadien peut opérer en tout ou en partie, et qu'il peut rapeler ou modifier en tout temps et à sa guise.

## V

### Réciprocité, autonomie, impérialisme

La convention sacrifie-t-elle les intérêts britanniques?

Pour répondre à cette question, il faut d'abord s'entendre sur la valeur de ces termes: "intérêts britanniques."

Si on les interprète à la lumière de l'histoire et des traditions, je répons: Non; et je m'en réjouis.

Si l'on veut parler des "intérêts britanniques" tels que les conçoit l'école impérialiste, je dis: Oui, et tant mieux!

### Droits et privilèges de l'Angleterre

En vertu des termes mêmes de l'entente, non seulement le tarif de faveur accordé à l'Angleterre et aux autres possessions britanniques reste intact; mais partout où ce tarif est plus élevé que celui accordé aux Américains, il baisse au même niveau; partout où il est plus bas, il subsiste.

De plus, il est stipulé que les réductions opérées dans le tarif, en faveur des Etats-Unis, profiteront à tous les pays auxquels l'Angleterre par ses traités accorde le privilège dit "*de la nation la plus favorisée*" (*the most favoured nation clause*.)

On ne saurait donc prétendre que les intérêts légitimes et les droits réels de l'Angleterre ne sont pas sauvegardés, on pourrait plutôt reprocher au gouvernement d'avoir exagéré les précautions. Le dernier dispositif que je viens de signaler pourrait ouvrir la porte à des représailles dangereuses de la part du gouvernement britannique; mais on peut compter, je crois, sur la prudence et le tact des autorités de Londres: elles ne se serviront pas, sans l'assentiment du Canada, de cette restriction destinée à couvrir les traités existants.

Enfin, le Canada conserve implicitement la liberté de rechercher partout ailleurs, dans l'Empire et hors de l'Empire, des alliances de commerce, et d'offrir à n'importe quel pays britannique ou étranger des avantages similaires à ceux qu'il accorde aujourd'hui aux Etats-Unis.

Donc, en principe, sauvegarde de l'autonomie canadienne et des intérêts britanniques. Et cela suffit à tous ceux qui croient que le meilleur lien impérial, c'est précisément cette liberté d'action des pays autonomes qui en composent les parties essentielles.

### Botte à l'impérialisme

Mais si par "intérêts britanniques", on entend, avec l'école impérialiste, la subordination des intérêts purement canadiens aux intérêts coalisés de l'Empire, alors, non seulement la convention les méconnaît-elle, mais elle constitue le coup de jarnac le plus tranchant que M. Laurier ait encore porté à la cause impérialiste, qu'il a si bien servie jusqu'ici.

Et ceci explique les clameurs qui s'élèvent dans tous les milieux impérialistes, en Angleterre et au Canada. Au fond, les objections les plus violentes et les plus sérieuses qui viennent de cette source, ne portent ni sur le degré relatif des avantages que les deux pays s'accordent mutuellement; ni sur le sacrifice de nos industries et de nos voies de transport; ni sur la prépondérance des provinces de l'ouest—je néglige les arguments soufflés au *Star* par lord Grey sur la conservation de la langue française et de la religion catholique (!!)—elles se résument à ceci: le Canada ne doit conclure avec les Etats-Unis—ni avec aucun pays étranger—aucun arrangement qui l'empêche de lier son sort, sur le terrain économique, à celui de l'Angleterre et des autres colonies britanniques.

En d'autres termes, le Canada ne doit pas exercer son libre arbitre et rechercher son propre avantage dans le choix de ses relations commerciales; mais il doit subordonner ce choix aux intérêts de l'Empire.

Ici, nous atteignons le cœur de la question; et comme sur la loi navale, c'est le conflit des deux principes—autonomie et impérialisme—qui se pose.

De la nouvelle volte-face de M. Laurier et du parti qu'il faut en tirer, je dirai un mot en terminant cette série d'articles.

Occupons-nous d'abord des adversaires de doctrine.

#### M. Borden impérialiste (1)

Il convient, cette fois, de féliciter M. Borden de la netteté de son attitude. Enfin nous le comprenons. Il se place carrément sur le terrain de l'impérialisme.

Il estime qu'au lieu de s'entendre avec les quatre-vingt-dix millions d'Américains, le Canada devrait conclure un traité avec trois cents millions de sujets britanniques. D'autres, plus ardents, disent quatre cent cinquante millions.

---

(1) Ce chapitre a paru le 6 février, c'est-à-dire avant le deuxième discours de M. Borden.

Sur le papier, c'est très beau, c'est même imposant ; mais il est des coefficients plus importants que le chiffre de la population et le drapeau qui déterminent la solution de ces problèmes de commerce.

M. Borden, lord Grey, sir Hugh Graham et leur organe, le *Star*, et son édition française, la *Patrie*, devraient d'abord expliquer au producteur et au consommateur canadiens quelle quantité d'échanges nous pouvons faire, même sous la protection d'un zollverein, avec les trois cents millions de citoyens britanniques qui habitent l'Indoustan, Ceylan, Hong Kong et les Settlements, l'Égypte et les protectorats d'Afrique, avec les innombrables colonies de la Couronne éparses dans les cinq parties du monde.

Si l'on faisait le décompte des pays et des peuples britanniques que les lois inéluctables de la nature empêchent d'être nos alliés commerciaux, il faudrait défalquer les quatre-cinquièmes au moins des clients que le rêve impérialiste nous offre.

En somme, il ne resterait guère—à part les Antilles—que les Iles Britanniques et leurs quarante millions d'habitants, lesquels se sont toujours refusés, jusqu'ici, à considérer les Canadiens ou tout autre groupe de colonies britanniques comme des associés de commerce.

#### Tarif impérial

L'objet des impérialistes est, on le sait, d'encercler tout l'Empire dans un immense tarif impérial et de consommer, par ce moyen artificiel, cette association que les forces naturelles autant que les traditions et les intérêts britanniques ont repoussée jusqu'ici.

Envisagé au seul point de vue des relations entre la Grande-Bretagne et le Canada, ce régime, plus logique et plus équitable en principe que le tarif de faveur *one-sided*, réaliserait-il les espérances des impérialistes sincères ? Je ne le crois pas, pour des motifs que j'ai exposés maintes fois, en m'appuyant sur les autorités anglaises les plus éminentes, à commencer par M. Chamberlain, le chef de l'école. Il me suffit de rappeler les plus probants de ces motifs.

La Grande-Bretagne importe de tous les pays du monde la plus forte partie de sa nourriture et des matières premières qui alimentent ses industries.

L'importation libre —expression plus juste, en fait, que *libre-échange*—de ces marchandises essentielles lui a permis de créer, à son profit, un commerce maritime énorme dont la diminution serait difficilement compensée; et aucun *tariff reformer* sérieux n'a jamais, que je sache, répondu à coup droit à cette objection. Ceci, toutefois, ne concerne que le Royaume-Uni. Je l'indique simplement comme un obstacle de plus dans la voie du mouvement impérialiste.

Mais ce qui nous touche directement, ce sont les arguments que M. Chamberlain et ses disciples emploient, en Angleterre, à l'appui de leur thèse de l'union commerciale de l'empire et en réponse à leurs adversaires qui leur opposent le spectre de la cherté de la vie.

#### Avantages pour l'Angleterre

Ils commencent par promettre d'exempter de toute taxe les matières premières des industries anglaises. Ensuite ils affirment que l'imposition d'un droit sur les blés et autres denrées alimentaires, de provenance étrangère, avec dégrèvement au profit des colonies, n'aura pas pour effet, sauf peut-être au début, de faire monter les prix. Car, disent-ils, le producteur étranger paiera la différence, soit en acceptant, bon gré mal gré, une diminution correspondante de son prix de vente, soit parce que les gouvernements étrangers lui compenseront cette diminution par des primes d'exportation ou autrement. En tout cas, ajoutent-ils—et voilà le point important—ce régime de protection impériale stimulera le développement agricole de l'Inde, du Haut Nil et d'autres parties, aujourd'hui stériles, de l'Empire; et avant longtemps le prix du blé et des autres denrées alimentaires sera *plus bas qu'avant l'établissement du tarif impérial*.

Je me demande ce que deviendraient alors les "sentiments impériaux" des colons yankees, galiciens, allemands, scandinaves, mormons, des provinces de l'ouest, et même le loyalisme des agriculteurs d'Ontario, à qui l'on aurait de force fermé la porte du marché américain, au nom de l'unité de l'Empire, pour les amener à vendre leurs produits à meilleur marché qu'auparavant à leurs "frères" de la Grande-Bretagne?

Mais poursuivons l'analyse de la thèse impérialiste, telle qu'elle est plaidée en Angleterre.

Si toutefois, disent les disciples de Chamberlain, il se produit quelque élévation dans le coût de la vie, elle sera compensée par une hausse proportionnelle des salaires et des revenus. Car, par l'effet du même tarif impérial, les colonies, reconnaissantes de la protection accordée à leurs produits naturels—(dans le but d'en faire baisser le prix!)—restreindront leur production industrielle et fermeront leurs frontières aux produits étrangers afin de constituer aux fabriques anglaises un marché *permanent* de plus en plus rémunérateur et sans cesse grandissant.

#### Avantages pour les colons. Duperie mutuelle

Et dans le même temps, on représente aux colonies que tout l'avantage sera de leur côté; que par amour de l'Empire et dans le seul but d'enrichir ses "frères" "d'au-delà des mers," le poétique John Bull est tout disposé à taxer son pain, sa viande, son vin, et une foule d'autres articles nécessaires à sa subsistance.

En d'autres termes, suivant l'heureuse expression de M. Adam Shortt, l'union commerciale de l'Empire, c'est un arrangement par lequel *chacune* des parties contractantes compte bien que *les autres* vont faire tous les sacrifices et qu'*elle seule* en retirera tous les bénéfices. (1) Les accords de ce genre tournent mal—quoi qu'en pensent les pontifes du *Board of Trade* et les prophètes de l'Association des Manufacturiers, qui seraient, du reste, les premiers à hurler si une seule de leurs industries souffrait de la concurrence anglaise, si le quart de un pour cent de leurs dividendes tombait dans l'escarcelle du "frère" capitaliste de Londres, ou dans la petite chaudière du "cousin" ouvrier de Birmingham ou de Sheffield.

Et c'est au nom d'une thèse aussi fausse, aussi décevante, aussi dangereuse par les réactions antinationales qui naîtraient de son application, qu'on demande au Canada de renoncer à la liberté de ses alliances de commerce, c'est-à-dire à l'une des formes les plus essentielles de son autonomie! C'est au nom d'un système encore à naître et conçu contre toutes les lois économiques, qu'on veut persuader aux agriculteurs et aux commerçants canadiens qu'ils ne doivent jamais songer à établir des relations de commerce avec leurs voisins les plus proches!

(1) "Imperial Preferential Trade", Toronto, 1904.

### Forces naturelles

Il est inconcevable que des hommes sensés et pratiques vivent si complètement en dehors des réalités.

Ils semblent ignorer les éléments de la géographie de l'Amérique du Nord et oublier que sa division politique s'est opérée en dehors de toutes les lois naturelles.

A cette situation, les tarifs ne peuvent opposer qu'une résistance partielle. Et le moyen le plus sûr de parer à ses conséquences extrêmes—la rupture de la barrière nationale qui sépare les deux pays—ce n'est pas de fermer toutes les issues aux conséquences secondaires; c'est au contraire de leur créer des soupapes de sûreté.

Ouvrir les portes toutes grandes au commerce américain, comme le voulurent faire les libéraux, de 1887 à 1891, par l'union commerciale et la réciprocité illimitée—comme peut-être quelques-uns d'entre eux y rêvent encore—ce n'est pas ouvrir la soupape, mais battre en brèche le mur de protection, au sens le plus large du mot.

Fermer toutes les issues aux besoins naturels, tenter d'empêcher toute relation commerciale entre les deux pays, comme le voudraient les impérialistes à la suite de M. Borden, c'est préparer dans un bref avenir, les réactions violentes qui rompent la digue.

Maintenir solide la fondation de l'édifice, comme sir John Macdonald l'a fait, et y pratiquer les issues nécessaires au passage des courants normaux, comme il a tenté de le faire, à maintes reprises, c'est la vraie politique nationale.

C'est à celle-là que nous restons attachés.

Que de plus on inocule dans les veines du peuple canadien tout entier, depuis Halifax jusqu'à Vancouver, une forte sève de nationalisme; qu'on lui inspire confiance en sa destinée; qu'on lui enseigne à développer son propre héritage; qu'on cesse de lui faire attendre d'Angleterre ou d'ailleurs la force et la vitalité qui font les grands peuples;—et alors la sécurité de l'Empire et l'unité du Canada ne seront pas en péril, quand même l'agriculteur de Québec ou celui de l'Alberta vendrait quelques minots de blé ou de patates ou quelques douzaines d'oeufs de plus à Boston ou à Chicago—ou qu'il achète si une ou deux charrues de moins à l'honorable Melville Jones, sénateur.



VI

## Tarif et Marine

Recherchons maintenant la relation qui existe entre l'impérialisme économique et l'impérialisme militaire, c'est-à-dire entre le tarif et la marine.

La doctrine impérialiste est une et indivisible.

Trop longtemps, un grand nombre de Canadiens—français ou anglais d'origine—ont cru, de bonne foi, qu'il était possible d'en prendre ce qui leur convenait et de rejeter le reste; d'accepter, par exemple, l'union commerciale de l'empire et de repousser la fédération politique et la contribution aux guerres de la Grande-Bretagne, étrangères au Canada.

C'est le temps ou jamais de perdre cette illusion et de comprendre que si le Canada s'aventure dans cette voie, il devra se rendre jusqu'au bout et en subir toutes les conséquences dont la résultante finale sera, par la réaction violente des instincts autonomistes, la dislocation de l'Empire.

Je livre cette pensée aux conservateurs de Québec, qui, après avoir combattu vigoureusement la loi navale, pourraient être tentés de suivre M. Borden dans l'opposition qu'il fait à la réciprocité au nom de l'union commerciale de l'Empire.

Même s'ils croyaient que cette alliance de commerce fût, en soi, profitable au Canada, les partisans de l'autonomie canadienne devraient s'y opposer; car autrement, ils mériteraient l'accusation de "mesquin égoïsme," ou "chauvinisme étroit", que leur lancent, à tort, les impérialistes sincères ou masqués.

### Impérialisme ou Autonomie

Nous, nationalistes, nous voulons le maintien intégral et le développement normal du principe d'autonomie, avec toutes ses conséquences. Nous sommes prêts à subir ses inconvénients comme à jouir de ses avantages, et nous sommes sincèrement convaincus que seule l'application de ce principe, dans tous les domaines de la vie nationale, assurera la grandeur du Canada et conservera, aussi longtemps qu'il peut durer, le lien qui nous attache à l'Angleterre.



D'autre part, nous rendons hommage à la sincérité des impérialistes de doctrine et de conviction,—à des hommes comme le Dr Leacock, comme le colonel Denison, comme M. Meighen—qui voient la force matérielle et l'unité morale du Canada dans le resserrement graduel des liens impériaux et qui acceptent, eux aussi, toutes les conséquences de leur doctrine.

Tout ce que nous demandons, c'est que le peuple canadien puisse choisir, en toute liberté de conscience et d'esprit, entre les deux principes.

Si les impérialistes triomphent, nous ne lèverons pas, qu'on en soit certain, l'étendard de la révolte. Si la doctrine autonomiste est maintenue, nous osons croire que les impérialistes sincères ne brûleront pas le parlement et ne lanceront pas de manifestes annexionistes, comme le firent les "loyalistes" de 1849, doublement furieux de la défaite de l'oligarchie canadienne et du rappel des droits différentiels sur le blé colonial.

Mais pour que le peuple canadien puisse exercer son choix librement, il faut écarter les bandeaux que les opportunistes de tous les partis et de toutes les écoles cherchent sans cesse à lui mettre sur les yeux.

Pourquoi dissimuler aux yeux du peuple canadien l'intime et indissoluble relation qui existe entre l'impérialisme économique et l'impérialisme militaire, et, pour réduire ma pensée à une forme concrète, toute d'actualité, entre la loi navale et la réciprocité?

#### La doctrine de Chamberlain

Ici encore, M. Chamberlain s'est montré le plus courageux et le plus logique des apôtres de la doctrine.

Dans la poursuite de son idéal, il a manoeuvré tantôt sur un terrain, tantôt sur un autre, mais sans jamais dévier de son but.

Il avait d'abord suggéré la création d'un conseil impérial; mais les colonies étaient restées indifférentes, en dépit des déclarations engageantes de M. Laurier, en 1897.

La guerre d'Afrique avait donné une formidable impulsion à l'impérialisme militaire, mais après ce premier élan, il s'était produit une réaction.

“Mais, s'écriait M. Chamberlain, à Newcastle, en octobre 1903, je n'abandonne pas la lutte; et je reviens à cette idée de l'union commerciale qui nous rapprochera et entraînera forcément la création d'un conseil, lequel accomplira peut-être avec le temps beaucoup plus qu'il ne pourra faire au début et nous laissera peut-être, ce que nous ne sommes pas, un vaste empire, uni, fidèle et fédéré.”

Ce “*beaucoup plus*”, M. Chamberlain l'a expliqué maintes fois, c'est d'abord et avant tout, la participation des colonies à toutes les guerres de l'Empire; c'est la contribution permanente à la flotte et à l'armée impériales; c'est, en un mot, l'impérialisme militaire.

Et cette contribution, aux yeux des impérialistes d'Angleterre, compenserait, à elle seule, tous les sacrifices que les contribuables du royaume pourraient faire à la cause de l'Empire en primant le blé et les autres denrées des colonies.

#### Ses progrès en Angleterre

Mais, objectera-t-on, Chamberlain est disparu de la scène, le peuple anglais a repoussé sa politique; son parti a été vaincu.

Erreur profonde! Le parti unioniste a perdu les dernières élections, c'est vrai. La personne physique—si je puis m'exprimer ainsi—de M. Chamberlain n'est plus là; sa voix est éteinte; mais les idées que son puissant cerveau et son énergie inlassable ont semées sont plus vivantes que jamais. Il l'avait prévu: l'action du temps, sa propre disparition peut-être, étaient nécessaires à la germination de son idéal.

Le parti unioniste au pouvoir acceptera et appliquera la politique de M. Chamberlain plus complètement qu'il n'était disposé à le faire lorsque cet homme remarquable était dans la lutte.

Non seulement cette politique s'impose-t-elle peu-à-peu à tout le vieux groupe conservateur et à M. Balfour lui-même; mais elle pénètre le parti radical, qui, comme nos libéraux d'ici, ne lui oppose plus que des résistances incohérentes.

Il serait intéressant de rechercher comment le ministère Asquith dont la plupart des membres étaient naguère opposés à l'impérialisme, a d'abord réfréné la propagande de lord Grey, puis l'a livré à son ardeur conquérante dans la préparation de la loi navale, et finalement

a préparé à Washington, par l'entremise de son ambassadeur, M. Bryce, et hors la connaissance du représentant de la couronne anglaise au Canada, l'éclosion de la convention Taft-Fielding afin de faire pièce aux attaques des *Tariff Reformers* de la Grande-Bretagne.

Je serai peut-être en mesure d'écrire, un de ces jours, un chapitre sur ce sujet.

Pour l'instant, je me borne à indiquer du doigt la marche graduelle et lente—*the slow growth*—du mouvement impérialiste. Je signale les principaux jalons de la route qu'il suit et de celle que les autonomistes doivent prendre pour y faire pièce.

#### La réciprocité, obstacle à l'impérialisme

La réciprocité avec les Etats-Unis nous offre un point stratégique d'une valeur incalculable. Ne devons-nous pas nous en emparer ?

Pour se convaincre de l'importance de la situation, il suffit de suivre les progrès de la crise hystérique du *Star*, et d'analyser les arguments que ce journal et sa doublure française, la *Patrie*, apportent à flots pressés contre la convention.

Sir Hugh Graham vise à toute autre chose qu'à renverser M. Laurier et à mettre M. Borden à sa place. Impérialiste ardent et convaincu, il aspire à devenir le Northcliffe de la presse canadienne.

Il agite l'épouvantail de l'annexion afin d'apeurer et d'ameuter les gens naïfs et nerveux—aussi nombreux chez nos concitoyens d'origine britannique que chez nous.

Assurément, il ne doit pas tenir en si piètre estime la fidélité et le patriotisme de ses compatriotes et les croire prêts à vendre leur nationalité britannique pour un peu d'or américain !

Il feint de croire que le piège dans lequel, selon lui, nos ministres sont tombés, est l'oeuvre de M. Taft ; que la bonne foi de M. Laurier a été surprise ; et il adjure le premier ministre, au nom de tous les intérêts britanniques, d'empêcher le parlement de ratifier la convention. (1)

(1) Voir le *Star* du 4 février 1911.

Il doit pourtant savoir,—lui si bien renseigné, d'habitude, sur les choses de l'Empire—que cette convention est l'oeuvre du cabinet Asquith autant que celle de M. Taft et de M. Fielding, de M. Paterson et de M. Knox. Il ne doit pas ignorer—lui qui a ses grandes et ses petites entrées à Westminster et à Rideau Hall—que M. Laurier s'est laissé embarquer dans cette galère de la réciprocité sur les instances de l'ambassadeur de Sa Majesté, à Washington, comme il s'est laissé pousser par lord Grey dans la loi navale.

Mais il est un point sur lequel M. Graham ne se trompe pas ; c'est lorsqu'il voit dans la convention Taft-Fielding l'obstacle le plus formidable à l'union commerciale et, partant, à la fédération militaire et politique de l'Empire.

Est-il étonnant que nous, qui repoussons cette politique, soyons disposés à faire bon accueil à l'obstacle qui l'entrave ?

#### L'opinion de lord Milner et de lord Grey

S'il était nécessaire de fortifier la logique évidente de cette situation, je pourrais multiplier les preuves. Il serait facile de remplir pendant huit jours les colonnes du *Devoir* de citations de toutes sortes—articles, interviews, expressions d'opinion, sans compter les discours qui commencent—établissant que la plupart des impérialistes qui condamnent la portée *antiimpérialiste* de la convention ont approuvé le principe *impérialiste* de la loi navale.

Je me borne à en indiquer une. On se rappelle que M. Laurier avait invoqué l'opinion de lord Milner à l'appui du mode détourné qu'il avait choisi—marine canadienne en temps de paix, impériale en temps de guerre—pour faire entrer le Canada dans la coalition militaire de l'Empire. Or l'une des premières opinions que la presse anglaise nous ait transmises est précisément celle de lord Milner ; et il condamne la convention comme contraire au mouvement impérialiste.

Cet homme remarquable, l'un des pontifes les plus autorisés et des propagandistes les plus puissants de la doctrine impérialiste, n'a pas parlé à la légère. Ce n'est pas le sort du C. P. R. ou de la compagnie Massey-Harris qui l'inquiète, ce n'est pas davantage celui de nos producteurs de fruits ou de légumes. Ce que son oeil clairvoyant a

saisi, c'est le coup de ciseau donné dans l'un des mailles de la chaîne qu'il a aidé à forger, avec tant de persévérance, à la suite de ses deux maîtres, Chamberlain et Cecil Rhodes.

Et que dire de son frère d'armes, lord Grey, non moins remarquable que lui par le talent, l'énergie, la persévérance et le dévouement presque héroïque à la même foi politique ? Si l'on veut se rendre compte de ce que pense lord Grey, qu'on relise cet article du *Star* du 31 janvier, auquel M. Héroux a déjà donné un mot de réponse.

J'ignore si lord Grey a écrit, dicté ou inspiré cet article. Mais ce que je sais bien, c'est qu'il n'y a pas des années, il employait les mêmes arguments, le même langage, presque les mêmes mots pour induire l'épiscopat de la province de Québec—la *hiérarchie*, cauchemar du Dr. Sproule et de M. Barthe (de la *Vigie*)—à venir à la rescousse de M. Laurier, de M. Brodeur et de leur *Niobés* en détresse.

Ce que je sais encore, c'est qu'il n'y a pas des semaines, de *hautes influences*—plus hautes que M. Lemieux, comme dirait le correspondant du *World*, M. Mosher, qui a pris, dans sa vie, la mesure de bien des hommes—s'employaient à Rome à faire surgir une intervention des autorités de l'Eglise auprès du clergé de la province de Québec afin de faire cesser la propagande nationaliste et l'opposition à la loi navale.

#### La volte-face de M. Laurier

Mais, objecteront les honnêtes gens ébahis, comment expliquez-vous la volte-face de M. Laurier et comment pouvez-vous ajouter foi à la sincérité de sa nouvelle attitude ?

La double attitude, diamétralement opposée, de M. Laurier sur la défense de l'Empire et la réciprocité américaine s'explique facilement, même si l'on écarte les hautes influences qu'il a subies : celle de lord Grey, pour la loi navale, et celle de M. Bryce pour la réciprocité américaine.

Le premier ministre, je l'ai dit maintes fois, est doué d'un instinct et d'un flair politiques qui touchent au génie ; mais sa clairvoyance s'é-mousse. Il paie le prix d'une trop longue jouissance du pouvoir et d'une pratique trop constante de l'opportunisme.

Il a perdu le contact des foules; et les courtisans, même dévoués, qui l'entourent, les affamés qui mangent dans sa main, les mercenaires qui font ses gazettes, le renseignent mal sur les courants populaires.

Il s'est laissé d'abord persuader que la masse du peuple anglo-canadien était montée au diapason des impérialistes exaltés et sincères, des parvenus titrés qu'il rencontre dans les milieux cossus; et il a pensé que les provinces anglaises accueilleraient avec enthousiasme sa loi navale.

Il est tombé dans une autre erreur, non moins profonde: celle de croire que le fétichisme de son nom et les séductions du *patronage* suffiraient toujours à mener à l'aveugle ses "chers compatriotes" et "sa bonne vieille province de Québec."

Sa tournée de l'ouest, l'attitude énergique des *Grain Growers* et celle des *grangers* d'Ontario ont dessillé son oeil anglais. Et le coup de poing de Drummond-Arthabaska a porté sur son oeil français—qu'on me pardonne cette familiarité—un *beurre noir* qui a emporté les derniers vestiges de son culte pour l'Empire. Il n'en garde que les formules tout juste nécessaires pour se faire encore appeler "*a great imperial statesman*," par le père Dougal, dont la religion, entre nous, n'est pas plus orthodoxe qu'il ne faut. N'a-t-il pas fait, en son temps, lui aussi, sa petite campagne pour la réciprocité *illimitée*?

#### Il tournera encore

Que le mouvement autonomiste s'accroisse, et M. Laurier fera retentir de nouveau, avec accompagnement de clarinette par le bon sénateur David, ses belles cantates contre le "TOURBILLON DU MILITARISME", contre le "CRIME" et le "SUICIDE" national. (Première représentation, 1902.)

Que le vent tourne à l'union commerciale et politique avec les Etats-Unis; et l'on verra paraître une nouvelle édition, revue, corrigée et augmentée, du discours où les charmes du dollar américain rejettent dans l'ombre les séductions du shilling anglais, où la fédération politique et l'union commerciale de l'Empire sont dénoncées avec indignation, parce qu'elles entraîneraient le Canada dans les guerres de l'Angleterre. (Première édition, Boston, 1891.)

Que la bourrasque loyaliste déchaînée par la convention américaine dure quinze jours ou un mois; et M. Laurier, dans un beau geste d'amour pour l'Angleterre, pourrait bien jeter à la tête des impérialistes de l'Association des Manufacturiers, une nouvelle réduction des droits d'importation sur les marchandises anglaises. J'avoue qu'il y aurait quelque plaisir à voir comment ces ardents champions de l'Empire accueilleraient cette pierre de touche offerte à leur patriotisme. (1)

Pour l'instant, les impérialistes, exaspérés, brusquement détrompés, demandent compte à M. Laurier des arrhes qu'il leur a données et des éloges qu'ils lui ont tant de fois prodigués.

Ils ne sont pas loin de découvrir dans le *nation builder* d'hier, dans le *silver tongued orator* de jadis, le *slippery tongued opportunist* qui joue avec eux depuis dix ans, comme avec tout le monde. Que cette découverte tourne à la mutuelle confusion de l'un et des autres, peu m'en chaut.

#### Leçon salutaire

Mais il se dégage de cette situation un enseignement salutaire, propre à réchauffer le coeur des honnêtes gens; car il offre la preuve éclatante de la force des mouvements d'opinion dégagés des liens de parti et procédant d'un principe juste.

Lorsque M. Monk dénonça la loi navale et resta isolé avec le groupe fidèle qui l'entoura, que de dédains il s'attira de la part des potentats de la politique, de la presse, de la finance!

Et tout le temps que dura notre campagne de protestation, dans les colonnes du *Devoir* et sur les rostrs des assemblées populaires, combien petits et faibles nous paraissions aux yeux des milliers de gens d'Angleterre et du Canada qui ne nous apercevaient qu'au bout du verre rapetissant des journaux de toute langue et de toutes nuances politiques!— les uns soutenant l'attitude de M. Laurier, les autres celle de M. Borden—et la plupart ayant organisé contre nous la conspiration du mensonge et celle plus efficace encore du silence.

---

(1) Sur cet aspect de la question, on lira avec intérêt l'article du "Star" du 13 février. J'ai publié le passage ci-dessus le 7 février.



Et d'autre part, avec quel soin les mêmes "organes d'opinion publique", les mêmes potentats de la politique, s'efforçaient d'atténuer la portée du mouvement des *Grangers* d'Ontario et de celui des *Grain Growers* de l'ouest! Quels efforts, quelles contorsions pour persuader aux bons québécois, si conciliants par nature, que l'agitation contre la marine, confinée dans la province de Québec, aboutirait au néant ou mènerait le Canada à la guerre des races et des provinces!

#### L'effet de l'élection de Drummond-Arthabaska

Il a suffi d'une élection, celle de Drummond-Arthabaska, d'une délégation à Ottawa, celle des *farmers* de l'ouest, pour jeter la terreur et le désarroi dans les deux camps politiques et faire trembler ceux qui nous dédaignaient tant!

L'an dernier, M. Monk n'entraînait que dix-sept votes à sa suite lorsqu'il demandait que la loi navale fût soumise au peuple avant d'entrer en vigueur. Cette année il a forcé M. Borden et toute l'opposition à appuyer un voeu identique. (1)

L'an dernier, M. Laurier violait ses engagements de 1902 et de 1907 et faisait reconnaître par un parlement sans mandat le principe de la contribution permanente du Canada aux armements impériaux. Cette année, il donne le croc-en-jambe au plan impérialiste; et il l'attaque sur le terrain même—celui de l'union commerciale—où, en 1902, il se déclarait prêt à entrer en pourparlers avec les autres pays de l'Empire.

La leçon est-elle assez claire? Nationalistes, autonomistes de tous les partis, serrons les rangs, faisons la lutte plus ardente et plus serrée que jamais, répétons, en toute occasion propice, la dose salutaire de Drummond-Arthabaska! Aux élections générales et partielles, envoyons au parlement autant de Gilbert que possible, c'est-à-dire autant de serviteurs du pays qui remplaceront les esclaves de parti—et bientôt le ministère et le parlement—qu'ils obéissent à M. Laurier, à M. Borden ou à tout autre premier ministre,—seront forcés de rappeler la loi navale ou du moins d'en extraire le virus.

---

(1) Le succès relatif que la proposition de M. Monk, au sujet de la convention, a remporté le 9 février, est une nouvelle preuve à l'appui de ce passage.



VII

**CONCLUSION**

Et maintenant, pour conclure, la convention doit-elle être rejetée ou ratifiée?

Je résume les objections principales qu'on a formulées contre la convention, et je procède par élimination.

Le principe même de la réciprocité met-il en danger le régime économique et l'unité nationale du Canada? Non.

La convention met-elle en danger les industries canadiennes? Non.

Met-elle en danger nos voies de transport canadiennes? Non, —surtout si le canal de la Baie Georgienne est creusé.

Met-elle en danger les intérêts impériaux? Non.

Constitue-t-elle un obstacle infranchissable à l'union douanière de l'Empire? Oui—et c'est le motif qui, à nos yeux, milite le plus en sa faveur.

Si l'on m'objecte que cette réponse m'est dictée par l'obsession de l'impérialisme, je rétorque que je n'ai pas recherché ce terrain.

Le jour même où les conditions de l'entente ont été divulguées, le leader de l'opposition s'est placé sur le terrain des intérêts impériaux. Que ne s'est-il rappelé qu'il est avant tout membre du parlement canadien? que s'il était demain l'élu de la volonté populaire, il deviendrait le premier ministre du Canada et non ministre d'Empire?

Il est possible, du reste, il est même probable que le débat se serait engagé dans cette voie à la suite de la presse impérialiste de la Grande-Bretagne et du Canada. Et c'est la meilleure excuse de M. Borden.

**L'attitude des Nationalistes**

Quoi qu'il en soit, je tiens à faire observer qu'on ne peut accuser les nationalistes, pas plus cette fois qu'en aucune autre occurrence, d'avoir attisé le feu des discordes. Nous étions tout disposés à envisager cette convention comme un problème national: je l'ai indiqué dès le début, et j'y reviens.

Cette question est un problème canadien que le parlement canadien doit résoudre dans l'intérêt du peuple canadien.

Si, dans l'ensemble, la convention est avantageuse au Canada, comme elle le paraît jusqu'ici, le parlement canadien doit la ratifier, en lui faisant peut-être subir quelques retouches.

Si le débat parlementaire révèle des objections d'ordre supérieur qui en justifient le rejet ou la suspension, le parlement doit la rejeter ou en suspendre l'adoption.

Mais dans l'un ou l'autre cas, le parlement n'a de comptes à rendre qu'au peuple du Canada. Il n'a pas à se préoccuper de ce qu'on en pense à Londres ou à Sydney, à Glasgow ou à Cape Town, ni à rechercher l'approbation du *Daily News* ou la faveur du *Daily Mail*, l'appui ou la censure de M. Asquith, de lord Lansdowne ou de M. Balfour.

S'il résulte de ce régime un accroissement de prospérité pour le Canada, l'Empire en bénéficiera, et le peuple canadien n'en sera que plus fidèle à la Couronne britannique.

#### Le spectre de l'annexion

Sir Hugh Graham croit que la fidélité et le patriotisme des Canadiens est à vendre et qu'il va s'exporter aux Etats-Unis pour y être débité à Saint-Paul et à Boston. "Là, dit-il, en dénaturant le texte sacré, là où est votre trésor, là aussi est votre cœur." Que telle soit la mentalité dans les milieux où s'inspire le *Star*, c'est possible, et nous enregistrons cet aveu. Mais nous refusons de croire que la majorité de nos compatriotes anglophones aient le cœur ainsi fait et soient prêts à trafiquer, avec le premier offrant, de leur nationalité britannique. Quant à nous, Canadiens-français, nous savons que c'est faux et cela suffit à nous rassurer.

Du reste, convaincus que l'accomplissement du projet impérialiste conduirait rapidement à la rupture de l'Empire et pousserait le Canada dans la voie de l'union pan-américaine,—aussi opposés à l'annexion que les impérialistes les plus ardents, et plus que beaucoup de ceux qui font sans cesse parade de leur loyalisme—nous voyons un dérivatif précisément où les impérialistes voient ou feignent de voir la source du danger.

Nous sommes d'autant moins portés à nous effrayer des clameurs sincères ou feintes que lancent les partisans de l'union impériale, que la convention ne liant les deux pays sur aucun point, le Canada reste libre d'y mettre fin ou de l'amender dès que le danger poindra.

Si toutefois la discussion parlementaire ou toute autre source établissait à l'évidence que le nouveau tarif offre de graves périls pour la prospérité économique et l'unité nationale du Canada, nous n'hésiterions pas à modifier notre attitude et à demander le rejet de la convention.

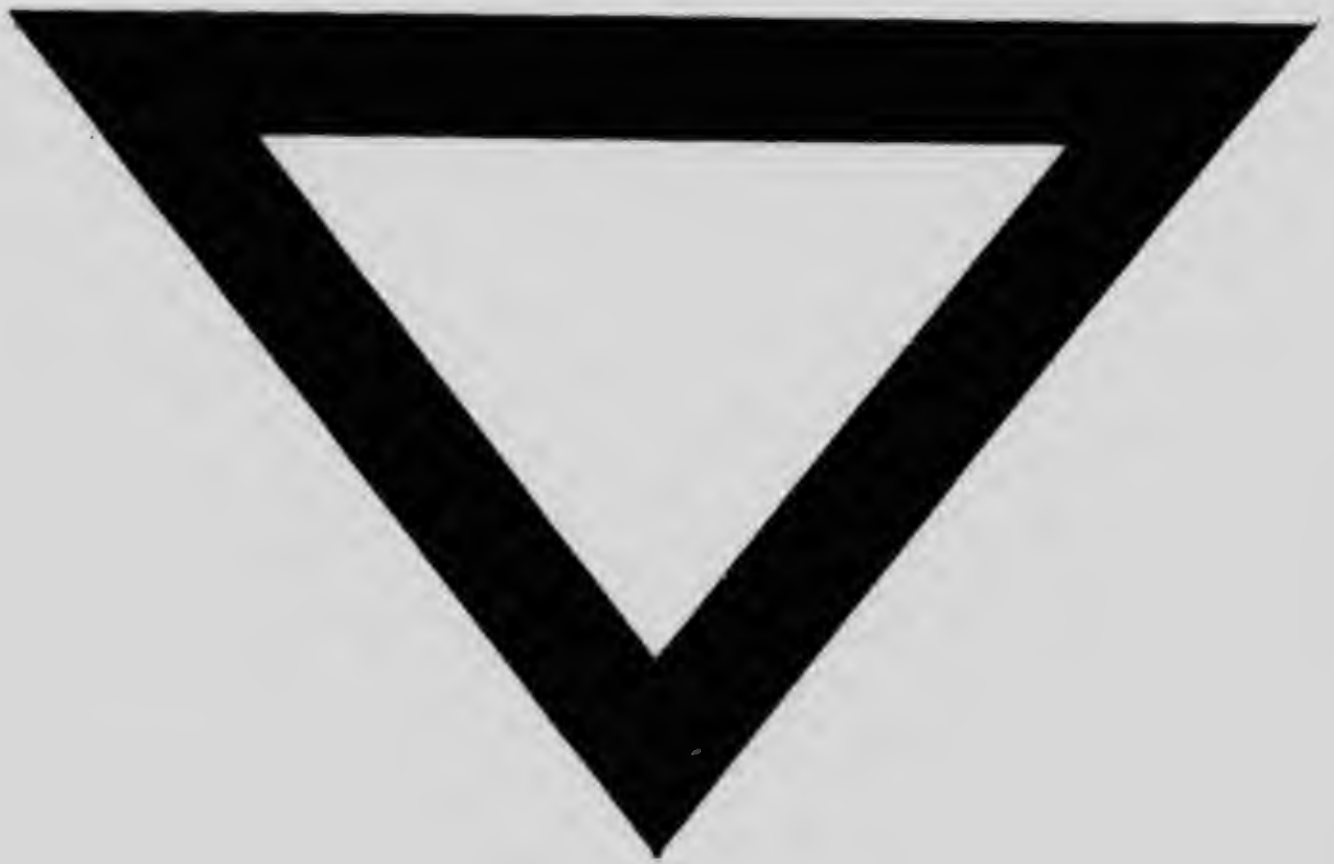
Et si, la convention étant ratifiée, avec ou sans notre adhésion, l'avenir donnait raison aux impérialistes, et que les dangers qu'ils prédisent se manifestassent un jour—fût-ce dans un mois, dans un an, dans dix ans—nous serions les premiers à jeter le cri d'alarme et à demander son rappel ou sa modification; et nous y mettrions la même ardeur et la même persévérance que nous avons déployées en combattant la loi navale et toute mesure impérialiste.

Vive Dieu! les nationalistes ont prouvé que les obstacles qui ont glacé bien des coeurs et paralysé tant de volontés:—l'esprit de parti, le désir du pouvoir, la soif d'une popularité mal acquise, l'amour-propre, la crainte du ridicule ou le souci de leurs intérêts personnels—ne les ont guère empêchés d'accomplir avec quelque courage ce qu'ils considéraient être leur devoir public. Ils ont prouvé déjà, et ils prouveront encore, que leur opposition à l'impérialisme, comme tous les articles de leur programme politique, est entièrement subordonnée à leur amour de la patrie canadienne.

FIN

644/14<sup>c</sup>  
702





Bulgaria is in the same case. An armed neutrality will pay her best. If Russia wins, then Servia, rich in her new acquisitions, can well afford to give up a part at least of Macedonia. If Austria wins, then a crushed and broken Servia will be compelled to face partition. In either case, if Bulgaria plays her cards prudently, and sells her neutrality to both sides, she is certain to obtain compensation. The plight of Turkey is less fortunate. A victorious Russia would mean for her the speedy loss of her Armenian provinces. From the German Powers (to whom, on the whole, her sympathies go), she can look only for some countenance in an effort to regain some of her lost islands from Greece. The whole of the Near East is in the melting-pot, but the central question of all is in what shape Austria will emerge from the tremendous test. A decisive victory would mean for her that Russian hegemony would be ended in Europe. She would have become herself the rival Slavonic Power. She would either annex Servia outright, or reduce her to vassalage, while Roumania, Bulgaria, and Turkey, each aggrandised somewhat by the pursuit of a profitable neutrality, would be attached to her as grateful satellites. She would dominate the Balkans, and in the act she would have solved triumphantly the problem of her own internal cohesion. A beaten Russia would no longer attract the Southern Slavs. **THE OTHER ALTERNATIVE IS, IF POSSIBLE, STILL MORE CATAclysmic.** If Russia wins and has her way, little will be left of Austria save her German provinces, and these might be incorporated at length in a German Empire which had lost Posen and Alsace-Lorraine. Roumania and Servia would emerge as big States, attached by interest to the Russian system. Bulgaria would be reconciled by the gift of Macedonia. The doubtful points would be the future of the Czechs and Magyars. But whatever their fate might be, the German Powers would have been cut off for ever from the East, and Russia with some millions of Poles and Ruthenians added to her territories, and the Southern Slavs enlisted as her allies and vanguard, would dominate the Eastern Mediterranean and overshadow Turkey, as to-day she overshadows Persia.

**WE ARE TAKING A PAROCHIAL VIEW OF ARMAGEDDON IF WE ALLOW OURSELVES TO IMAGINE THAT IT IS PRIMARILY A STRUGGLE FOR THE INDEPENDENCE OF BELGIUM AND THE FUTURE OF FRANCE. THE GERMANS ARE NEARER THE TRUTH WHEN THEY REGARD IT AS A RUSSO-GERMAN WAR.** It began in a struggle for the hegemony of the Near East, with its pivotal point at Belgrade. It will end logically, if either side achieves a decisive success, in a melting of all the frontiers of the East, and the settlement by force of arms of the question whether its destinies shall be governed by Germany or by Russia. **IT IS, TO MY MIND, AN ISSUE SO BARBAROUS, SO REMOTE FROM ANY REAL INTEREST OR CONCERN OF OUR DAILY LIFE IN THESE ISLANDS, THAT I CAN ONLY MARVEL AT THE ILLUSIONS, AND CURSE THE FATALITY WHICH HAVE MADE US BELLIGERENTS IN THIS STRUGGLE.** We are neither Slavs nor Germans. How many of us, high or low, dare form a decided opinion as to whether Bosnia would in the end be happier under the native but intolerant and semi-civilised rule of the Serbs, or the alien but re-

lately civilised rule of Austria? How many of us would dare to answer one by one the questions whether Poles and Ruthenians and Slovaks would be the happier for passing from Austrian to Russian rule? We have not even debated these questions, yet our arms are helping to settle them. Our fleet in the North Sea, our army in France may be winning for the Tsar millions of fresh subjects, and for the familiar process of forcible Russification unnumbered victims. They will pass from a higher to a lower civilisation, from a system usually tolerant and fitfully Liberal, to one which has not even begun to grasp the idea of toleration, and whose answer to Liberalism is the censorship, the prison, and the "truly Russian" pogrom. One may hope for some slow evolution in Russian politics. One may dream of a future federal organisation of its many nationalities. But are we so secure in our anticipation of that brighter future that we will back it by our arms? On the lower level of self-interest and Imperial expediency have we reason to desire a world in which the Balance of Power will lurch violently to the side of this unscrupulous and incalculable Empire? **WITHIN A YEAR FROM THE BREAKING OF GERMANY'S POWER** (if that is the result of this war), as Russia forces her way through the Dardanelles, dominates Turkey, overruns Persia, and bestrides the road to India, **OUR IMPERIALISTS WILL BE CALLING OUT FOR A STRONG GERMANY TO BALANCE A THREATENING RUSSIA.** A mechanical fatality has forced France into this struggle, and a comradeship, translated by secret commitments into a defensive alliance, has brought us into the war in her wake. It is no real concern of hers or of ours. **IT IS A WAR FOR THE EMPIRE OF THE EAST.** If our statesmanship is clear-sighted, it will stop the war before it has passed from a struggle for the defence of France and Belgium, into a colossal wrangle for the domination of the Balkans and the mastery of the Slavs. When the campaign in the West has ended, as we all hope that in a few weeks it will end, in the liberation of French and Belgian soil from a deplorable invasion, the moment will have come to pause. To back our Western friends in a war of defence is one thing, to fling ourselves into the further struggle for the Empire of the East quite another. No call of the blood, no imperious calculation of self-interest, no hope for the future of mankind requires us to side with Slav against Teuton. We cannot wish that either Austria or Russia should dominate the Balkans, but if we had to make the choice in cold blood, most of us would prefer the more tolerant and more cultured German influence. If in the heat of battle, we allow ourselves to rush onward without reflection from a war of defence to a war of conquest, we shall find that all the old problems confront us anew. **ENTHUSIASTS FOR THIS HATEFUL WAR MAY APPLAUD IT AS AN EFFORT TO "DESTROY GERMAN MILITARISM". THAT IS A MEANINGLESS PHRASE. THE ALLIES MAY INDEED DESTROY THE GERMAN ARMIES, BUT NO ONE CAN DESTROY GERMAN MILITARISM. SAVE THE GERMAN PEOPLE ITSELF.** Crush that people, load it with indemnities, top it of its provinces, encircle it with triumphant allies, and so far from turning to depose its Prussian leaders, it will rally behind them in a national struggle to recover its standing, its integrity, its power of free movement. Not France but Germany will arm to re-



cover lost provinces, and weave new alliances to adjust the ever-shifting balance of power. If once the world begins to play at mapmaking it will create unsatisfied appetites; there will be States enough to join with Germany in an effort to upset the settlement. The future will stretch before us, a new phase of the ruinous armed peace, destined to end, after further years of anger and waste, in another war of revenge. It lies with public opinion to limit our share in this quarrel, and to impose on our diplomacy, when victory in the West is won, a return to its natural rôle of peacemaker and mediator in a quarrel no longer its own.

H. N. BRANFORD.

IV

**“Predisposing and Precipitating Causes”**

(Reproduced from the *Citizen*, October 20th, 1914. Most of the italics and capitals were not used in the original).

I yield to the suggestion of the *Citizen* that I should “say something about the war” with a little hesitation but, upon the whole, with a feeling that during the currency of (I am afraid) a long war, we ought to consult together on its causes and probable effects, with a view to the consideration of the conditions of a re-established peace.

**Mutual Misconception**

Perhaps the most discouraging feature of the present situation is the complete inability of Britisher and German to understand one another. Not only does each believe the other to be clearly and demonstrably wrong, but neither can, in the very least, appreciate the viewpoint of the other. Leaders of religious thought in Germany regretfully agree (in their manifesto) that the United Kingdom has wantonly allied herself with “Asiatic barbarism”, in aid of a power (Russia) which, “in spite of its pledged word”, threatened the German frontiers, while the German

“government was exerting itself to localise the justifiable vengeance for an abominable Royal murder, and to avoid the outbreak of war between two great powers” (Russia and Austria).

In a reply signed by forty-two distinguished British theologians, it was said:

“It fills us with amazement that those who occupy the positions held by the signatories of this appeal should commit themselves to a statement of the political causes of the war, which departs so strangely from what seems to us to be the plain facts of this grave hour in European history.”

And the British divines, taking not the slightest notice of the principal point made by the Germans, proceeded to a narration of the events which was no more fair to Germany than was, to us, the German sweeping charge that



“Unnameable horrors have been committed against Germans living abroad—against women and children, against wounded and physicians—cruelties and shamelessness such as many a heathen and Mahomedan war has not revealed.”

The Germans say that Austria was right in her determination to punish Serbia, and that with the execution of that purpose no nation had a right to interfere; that the war ought to have been localised — that is, left to Austria and Serbia. The British disregard the point and assert: (1) That the British “government endeavoured to the utmost to maintain the peace of Europe” (which is not disputed); (2) that Germany was responsible for the failure of a proposal for an international conference (which without explanation is inaccurate); and (3) that British interposition “arose directly out of the question of Belgian neutrality” (which is also inaccurate).

### Classes of Causes

The war is due to causes of two kinds: (1) Predisposing, and (2) precipitating, and of these the precipitating (the only ones dealt with by the divines) are of infinitely less importance than the predisposing, for they relate to the immediate occasion of the war only, and not to underlying causes which, sooner or later, were sure to find their occasion. The *predisposing causes* may be placed under three headings: (A) *National antipathies and racial and religious antagonisms*; (B) *the modern system of huge European alliances*; and (C) *militarism, as expressed in the maxim “If you wish peace, prepare for war”*. The precipitating cause was Servian misconduct. *The German divines are wrong in saying that it was Russian mobilisation. And the British are wrong in deregarding predisposing causes, and in alleging violation of Belgian neutrality as the reason for British intervention.*

### Nations and Races

The myriad incidents of war are soon forgotten. The ruins are rebuilt. The fields are re-sown. Monuments and printed pages alone remind us of the dead. But the hatreds live, and the detestations remain, and generations must peacefully pass before the fierce resentments, burned into a people's soul by suffering, can vanish. How long did angry passion survive the American war of independence and cloud the reason of both the ignorant and the educated? Its disappearance was not delayed by racial animosity and yet — how long? Racial antipathy is in the present day flaming fiercely in the Balkans. Not a hundred years, nor ten, nor one, has passed since the last fagot was added to that perpetual fire. Neighbouring peoples — yes, neighbours, among the same peoples, hate one another.

The prime predisposing cause of the present war was racial incompatibility, hardened into hatred by long years of bitter antagonism. Why could not Teuton and Slav have been sensible and have lived comfortably together? I don't know. Ask Ireland. Ask Asquith and Bonar Law. Ask the members of the School Board in Ottawa. It was

the fault of the other fellow. It always is. At all events, they could not do it, and did not, and hence the war. The murder of the heir to the Austrian throne was but the occasion of its outbreak, the precipitating cause, the last straw — like the blowing up of the *Maine* in its relation to the United States war with Spain.

Servia, too, wanted more room. She wanted a strip of Adriatic eastern coast. Austria wanted all of it, and being much the stronger she secured in 1878 (at the end of the Russo-Turkish war) partial control of Bosnia and Herzegovina (on Servia's western boundary). In 1908 (while Russia was still convalescing), Austria annexed those countries. After the Balkan war (with British assistance) Austria turned Servia and Montenegro out of Skutari, and set up Albania as an independent sovereignty, between Servia and the sea.

Teuton did all that to the Slav, and the Slav replied (in the only way open to him) by redoubled hate, by systematic attempts upon the loyalty of Austria's Slav population, and by various acts of unneighbourly truculence. Brought to book in 1909, Servia pledged herself (31 March) —

“to renounce from now onwards the attitude of protest and opposition which she has adopted with regard to the annexation since last autumn. She undertakes, moreover, to modify the direction of her policy with regard to Austria-Hungary, and to live in future on good neighbourly terms with the latter.”

But that promise had no abating effect upon Servia's resentment, and after her successes in the Balkan wars, her conduct (culminating in the assassination) justified punishment — precipitated the war.

It is said as against Austria that her recent demands upon Servia meant war. I think they did. Austria intended to inflict military punishment. The United Kingdom has frequently felt herself compelled to do the like. What would she have done had she been in Austria's place, and if (as the last number of the *Round Table* has it) —

“Servia, proud of her record and largely increased in size and power, instantly became the focus of a violent pan-Southern Slav propaganda spread all through Bosnia-Herzegovina and southern Hungary, which aimed at detaching the Southern Slav territories from Austria-Hungary?”

Probably, after standing that sort of thing for some years and getting no satisfaction, the United Kingdom would have declared war upon Servia; and, if anybody had suggested interference or intervention, she would have warned them off as not being parties to the affair.

### Russia Involved

That is what Austria did, and that is how the war arose — precipitated out of predisposition. Why did it spread? The Servians are Slavs. And Russia is Slav. And she saw, in the affair, not merely military punishment of her kindred but their political subjection. Austria protested that such suspicions were groundless but appears to have been chary about binding herself too closely (*White Paper*, No.

Sir Edward Grey made a splendid effort (1) to prevent war altogether, and (2) to localise it. He proposed a conference of France, Germany, Italy and the United Kingdom, and the British Divines say that

“the responsibility for the failure of this proposal rests solely with Germany, who alone raised objections.”

It would have been fairer to have said that Germany pointed out that the proposal “would be ineffective” (White Paper, No. 71); that Austria would not accept it — would not accept

“any form of mediation by the powers as between Austria and Servia” (No. 81);

that Germany proposed a direct exchange of views between Russia and Austria as “more agreeable to Austria” (No. 55); that the German minister assured Sir Edward that he

“was doing his very best both at Vienna and St. Petersburg to get the two governments to discuss the situation directly with each other and in a friendly way” (No. 71);

that Sir Edward Grey expressed his satisfaction

“that there is a prospect of direct exchange of views between the Russian and Austrian governments” (No. 69);

that Austria at first declined even this method of negotiation (Nos. 74, 78); but, immediately afterwards, changed her mind and proceeded with the negotiations (No. 84) suggested by Germany; and that Sir Edward Grey said

“that an agreement arrived at direct between Austria and Russia would be the best possible solution” (No. 84).

### War-Preparedness

The prime predisposing cause of the war being racial hatred and distrust, the second is to be found in international preparedness for war. The negotiations were interrupted by mobilisations — each blaming the other. Austria could not stay and allow Servia to prepare. Russia, consequently, would not delay. And Germany dared not delay — “She had speed, and Russia had the numbers”, said her minister (No. 138).

Capacity for immediate war operations rendered impracticable, and almost impossible, the acceptance of Sir Edward Grey's plea for further time for negotiation. When troops are ready for the frontier, and initial success depends upon the advantage of a few hours, no nation will, or perhaps ought to, trust the other to remain rigidly inactive. In this very instance Germany complained that Russia “in spite of its pledged word” had prosecuted her preparations. Keep the military machines ready for instant work, and their instantaneous action will make ridiculous the continuation of the most promising negotiations. There can be little doubt that had the diplomats, in the

present case, had another quiet week, the war offices would have had nothing to do. Within the week the Belgian frontier was crossed.

### Alliances and British Intervention

The modern system of huge European alliances (the third predisposing cause of the war) is responsible for the embroilment of Germany and France. Germany was bound to help Austria. France was bound to help Russia. And the United Kingdom — how did she become involved? The British divines say that it "arose directly out of the question of the neutrality of Belgium"; but that is not a very fair statement. There can be no doubt that Germany, in invading Belgium, was guilty of as monstrous a crime as the world has ever witnessed; and there can be no doubt that that act solidified and unified British opinion as to the advisability of participation in the war. But there is also very little doubt (1) that Sir Edward Grey did not believe that the invasion of Belgium necessarily involved his country; and (2) that, had there been no such invasion, the event would have been unchanged.

In conversation with the French ambassador (31 July) Sir Edward Grey said:

"The preservation of the neutrality of Belgium might be, *I would not say a decisive*, but an important factor, in determining our attitude" (No. 119).

On 1 August (war was declared on the 4th) Sir Edward Grey said to the German ambassador

"that the reply of the German government with regard to the neutrality of Belgium was a matter of very great regret, because the neutrality of Belgium affected feeling in this country . . . if there were a violation . . . it would be *extremely difficult, all to restrain public feeling in this country*" (No. 123).

The German ambassador asked Sir Edward (as Sir Edward says) "if Germany gave a promise not to violate Belgium neutrality, would we engage to remain neutral. I replied that *I could not say that*: our hands were still free, and we were considering what our attitude should be. All I could say was that our attitude *would be determined largely by public opinion here*, and that the neutrality of Belgium would appeal very strongly to public opinion here" (Ibid).

Relating an interview with the French ambassador (2 August), Sir Edward said:

"He asked me what we should say about the violation of the neutrality of Belgium. I said that was a much more important matter; *we were considering* what statement we should make in parliament to-morrow — in effect, whether we should declare violation of Belgian neutrality to be a *casus belli*" (No. 148).

*Had Sir Edward thought that invasion of Belgium NECESSARILY entailed British intervention, he would not have used the language above quoted. He would have said, neither that the question was being*

considered, nor that his action "would be determined largely by public opinion." And he certainly would not, the next day (3 August) in parliament, have quoted the following extract from one of Mr. Gladstone's speeches:

"There is, I admit, the obligation of the treaty. It is not necessary, nor would time permit me, to enter into the complicated question of the nature of the obligations of that treaty; but I am not able to subscribe to the doctrine of those who have held in this house what plainly amounts to an assertion, that the simple fact of the existence of a guarantee is binding on every party to it, irrespectively altogether of the particular position in which it may find itself at the time when the occasion for acting on the guarantee arises. The great authorities upon foreign policy to whom I have been accustomed to listen, such as Lord Aberdeen and Lord Palmerston, never to my knowledge took that rigid, and, if I may venture to say so, that impracticable view of the guarantee. The circumstances that there is already an existing guarantee in force is of necessity an important fact, and a weighty element in the case to which we are bound to give full and ample consideration. There is also this further consideration, the force of which we must all feel most deeply, and that is, the common interests against the unmeasured aggrandisement of any power whatever."

There can be little doubt that we should have joined in the war whether Belgium had or had not been invaded. Sir Edward, as will have been observed, would give no pledge to the contrary, and the revelations of his speech (Aug. 3) and the White Book make sufficiently clear what course the government would have adopted. Notice the following:—

1. The entente cordiale with France did not include definite promises of support, but it led to co-operation in military preparation based upon the assumption that a German attack upon France would be followed by Britain's support of her friend (No. 105).
2. The same understanding had, for some years, regulated the disposition of the British and French fleets (No. 105).
3. Prior to the invasion of Belgium, Sir Edward had promised France that

"if the German fleet comes into the Channel or through the North Sea, to undertake hostile operations against the French coasts or shipping, the British fleet will give all the protection in its power" (No. 148).

4. Referring to a German offer (July 29, No. 85) Sir Edward Grey said (No. 101):—

"What he asks us in effect is to engage to stand by while French colonies are taken and France is beaten, so long as Germany does not take French territory as distinct from the colonies. From the material point of view such a proposal is unacceptable, for France, without further territory in Europe being taken from her, could be so crushed as to lose her position as a great power, and become subordinate to German policy. Altogether apart from that, it would be a disgrace for us to make this bargain with Germany at the expense of France, a disgrace from which the good name of this country would never recover."

Mr. Asquith used somewhat the same language in parliament (Aug.



3); and the conclusion is inevitable that had Belgium been left alone, we should nevertheless have joined in the war.

It may be said that the United Kingdom stood aside in the Franco-Prussian war of 1870, and that she might have done so again. But the situation had entirely changed. In 1870, united Germany had not come into existence, and of Prussia there was no dread; Prussia's navy was inconsiderable, and there had been no German scares; pan-Germanism had not been heard of, and "velt-politik" was still in the future. In 1870, national animosities and suspicions between the two empires had not arisen. In 1914, they permeated all ranks of both nations. Why? Why could not both have been reasonable? I don't know. Ask Ireland and the school board again? It was the fault of the other fellow. It always is.

### The Future

These, then, are the causes of the war. The murder of Francis Ferdinand was the single precipitating cause. If it had not happened some other incident would have produced the same result. And the predisposing causes were (1) national and racial antipathies, (2) huge alliances, and (3) preparedness for war.

What hope is there for better conditions in the future? For Europe, I confess that I am pessimistic. I see no chance for any abatement in national and racial antipathies, and while those exist we shall have alliances and preparations. Until scholarly men, in such countries as England and Germany, can make some approach to common comprehension of patent facts, and to fair appreciation of different viewpoints, there can be little ground for expectation of the arrival of that international good-feeling in which disturbing incidents easily dissolve and rapidly disappear.

*It is said that German militarism must be crushed. And leave British navalism? Germany must be reduced to helplessness. And leave Russia and France powerful? No, that will not do, for two very good reasons: (1) Peace arranged upon a dishonouring basis would be but the merest pretence of a truce; and (2) in a very few years, we may wish that Germany was strong enough to help us against Russia or (less probably) against France. It is not very long since Russia was the enemy; since Kipling's poem of "the bear with hands like a man"; since Chamberlain's impeachment of her treachery — "who sups with the devil must have a long spoon"; since Chamberlain's proposal for the triple alliance of the United Kingdom, the United States and Germany (An. Reg. 1899, p. 227); and since the British-Japanese treaty, having for its object the enfeebling of Russia (Jan. 30, 1902).*

There can be no permanency in arrangements which involve enforced limitations upon the sovereign power of any great nation within its geographical limits. The treaty of 1856 prohibited warships in the Black Sea, and "military-maritime arsenals" on its coasts; and the treaty of 1878 prohibited the fortification of Batoum. The prohibitions lasted until Russia was in position to disregard them. No virile nation will, or ought to, stand degradation.

But why should not Europe unite against the common enemy and keep her in subjection? Read the record of the peace negotiations after Napoleon's defeats, of the Holy Alliance, and of other European concerts, and you will see. *Europe may unite, but it will not stay united. New arrangements, new alignments, new friendships — and half Europe may wish Germany strong again.*

### Peace Societies

From the work of peace societies, I expect very little immediate result. Their principle and their very great value is educative. At the end of many ages, man finally forgot (or nearly so) to associate private wrong with physical retort. He learned to associate it with judicial accommodation. And further experience of the futility of political force may in the end produce a similar international result. Peace societies help to teach us that during peace we ought to prepare our minds, not for war but for arbitration. We shall learn the lesson slowly.

### Hellish Doctrine

This horrible war may help us. Militarists, like Bernhardt in Germany, and in England Harold Wyatt (one of the honorary lecturers on The Unity of the Empire, and envoy of the Navy League to the Colonies) and military journals in Germany, England and even Canada, have been teaching devil's doctrine. The Englishman recently said : —

"Victory in war is the method by which, in the economy of God's providence, the sound nation supersedes the unsound. The truth is that armaments are a reflexion of the national soul. The immense naval and military strength of Germany is the reflex of moral and social conditions better than our own" (*Nineteenth Century*, Sept. 1914, pp. 493-9).

Peace societies are of little service during war and while the tiger-blood is boiling. Their usefulness is during the peace which they desire. At the conclusion of the present war, they must redouble their efforts — not by denunciation of all military preparation, but by efforts at elimination of such hellish doctrine as that above quoted. Some of the incidents of the present war will help us to determine whether it is true that Germany's military strength is a reflex of her higher morality, or whether devotion to militarism does not create a bullying contempt for the plainest rules of the most elementary morality.

Into the country of a peaceful and friendly nation, Germany, not only without semblance or pretence of excuse but publicly and shamelessly admitting her guilt, carried death, desolation and destruction. Abominable outrages upon non-combatants she defended upon the ground that some of the unfortunates or some others (immaterial, she said, which — the community must answer for the individual) had in their misery and exasperation dared to assault German soldiers. To these poor people Germany ruthlessly applied and exaggerated the laws of war. To themselves, they held the rules of morality inapplicable.

We object to German militarism. *But German militarism is only militarism carried into perfect efficiency. The thing, and not the perfection of the thing, is the enemy.* Its extermination will be difficult. Present experience will surely bring it into more general abhorrence. And as upon the defeated the lesson will be most deeply impressed, the impartial world must and does wish us well. There is much in Cardinal Newman's maxim, "Securus judicat orbis terrarum — the wide world judges correctly".

JOHN S. EWART.



